



**RÉSULTATS FINANCIERS ANNUELS TERMINÉS
LE 31 DÉCEMBRE 2012**



GROUPE TVA INC.

TABLE DES MATIÈRES

1. MESSAGE AUX ACTIONNAIRES.....	3
2. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	5
3. RAPPORT DE GESTION ANNUEL.....	65

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Montréal, le 28 février 2013

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 9,4 millions de dollars, soit 0,40 \$ par action, au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2012 alors qu'au trimestre correspondant de l'année 2011 son bénéfice net attribuable aux actionnaires avait été de 11,5 millions de dollars ou 0,48 \$ par action.

Faits saillants liés à l'exploitation du quatrième trimestre :

- Bénéfice d'exploitation¹ du secteur de la télévision de 19 103 000 \$, soit une variation favorable de 1 006 000 \$ (5,6 %) expliquée principalement par les éléments suivants :

- ⇒ L'impact positif sur le bénéfice d'exploitation relié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012;
- ⇒ La hausse du bénéfice d'exploitation de 2 402 000 \$ des services spécialisés;

Partiellement compensés par :

- ⇒ Le recul du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA attribuable principalement à une baisse de 5,6 % de ses revenus publicitaires.

- Bénéfice d'exploitation du secteur de l'édition de 1 863 000 \$ soit une variation défavorable de 697 000 \$ (-27,2 %) principalement attribuable à la baisse de 4,9 % de l'ensemble de ses produits d'exploitation.

Les résultats financiers du quatrième trimestre de 2012 pour le secteur de la télévision ont été affectés par la baisse des revenus publicitaires du Réseau TVA lesquels sont demeurés stables pour l'ensemble de l'exercice financier de 2012. Pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2012, les parts de marché combinées des chaînes de Groupe TVA ont connu une croissance de 6,3 % pour atteindre 33,5 parts de marché. De plus, les revenus totaux de nos services spécialisés francophones ont progressé de 21,3 % pour le quatrième trimestre de 2012 et de 33,6 % pour l'exercice de 2012.

La marge bénéficiaire du secteur de l'édition a été de 10,7 % malgré le recul des recettes publicitaires et des revenus en kiosque durant le dernier trimestre de 2012. Les efforts se poursuivent pour déployer de nouveaux projets et stratégies de marques afin de générer de nouvelles sources de revenus pour l'exercice 2013 au sein de ce secteur d'activités.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation générés au cours du trimestre ont été de 12,6 millions de dollars comparativement à 2,8 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2011. Cette hausse de 9,8 millions de dollars s'explique essentiellement par la variation favorable des éléments hors liquidités notamment les débiteurs.

Résultats pour l'exercice 2012

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2012, le bénéfice d'exploitation consolidé de la Société s'est élevé à 45,6 millions de dollars comparativement à 50,5 millions de dollars pour l'exercice précédent, soit un recul de 9,8 %. Ce recul du bénéfice d'exploitation provient exclusivement du secteur de l'édition et est principalement attribuable aux charges d'exploitation supplémentaires provenant de l'adoption des tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises au partage des coûts liés à la récupération des matières résiduelles (loi 88) conjuguées au recul des produits d'exploitation de ce secteur d'activités. Les produits d'exploitation consolidés se sont élevés à 457,4 millions de dollars comparativement à 445,5 millions de dollars pour l'exercice correspondant de 2011, soit une augmentation de 2,7 %. Pour cette même période, la perte nette attribuable aux actionnaires de la Société s'est établie à 4,1 millions de dollars soit 0,17 \$ par action comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 25,6 millions de dollars ou 1,08 \$ par action pour l'exercice 2011.

¹ Voir la définition du bénéfice (perte) d'exploitation ci-après.

Définition

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition d'entreprises, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement.

La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Groupe TVA

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Les états financiers consolidés audités, accompagnés des notes afférentes, ainsi que le rapport de gestion annuel, peuvent être consultés sur le site internet de la Société à l'adresse suivante : <http://groupetva.ca>.



Pierre Dion

Président et chef de la direction

États financiers consolidés de

GROUPE TVA INC.

Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

RAPPORT DES AUDITEURS INDÉPENDANTS

Aux actionnaires de
Groupe TVA inc.

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de **Groupe TVA inc.** qui comprennent les bilans consolidés aux 31 décembre 2012 et 2011, et les états consolidés des résultats, du résultat global, des capitaux propres et des flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de nos audits. Nous avons effectué nos audits selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de leur évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus dans le cadre de nos audits sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Groupe TVA inc. aux 31 décembre 2012 et 2011 ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les exercices clos les 31 décembre 2012 et 2011 conformément aux Normes internationales d'information financière.

Ernst & Young S.R.L./S.E.V.C.R.L.¹

Montréal, Canada
Le 28 février 2013

¹ CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique n° A104687

GROUPE TVA INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(en milliers de dollars, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	Note	2012	2011
Revenus	2	457 366	445 495
Achats de biens et services	3	253 092	242 935
Coûts liés au personnel		158 717	152 036
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	14 et 15	20 342	17 437
Charges financières	5	5 465	5 947
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	32 200	-
Gain sur disposition d'entreprises	7	(12 881)	-
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	8 et 18	117	1 665
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans les entreprises associées		314	25 475
Impôts sur le bénéfice	9	5 449	9 613
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts	13	3 391	(574)
(Perte nette) bénéfice net		(8 526)	16 436
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux (à la) :			
Actionnaires		(4 112)	25 603
Participation ne donnant pas le contrôle	25	(4 414)	(9 167)
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	21	(0,17)	1,08

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Note	2012	2011
(Perte nette) bénéfice net		(8 526) \$	16 436 \$
Autres éléments du résultat global :			
Régimes à prestations définies :			
Écart actuariel et variation nette de la limite des actifs et de l'obligation minimale de financement		(7 606)	(23 148)
Impôts différés	9	2 042	6 131
		(5 564)	(17 017)
Résultat global		(14 090) \$	(581) \$
Résultat global attribuable aux (à la) :			
Actionnaires		(9 676) \$	8 586 \$
Participation ne donnant pas le contrôle	25	(4 414)	(9 167)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES CAPITAUX PROPRES

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires			Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres	
	Capital- actions (note 21)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis			
Solde au 31 décembre 2010	98 647	\$	– \$	170 784 \$	4 511 \$	273 942 \$
Bénéfice net (perte nette)	–		–	25 603	(9 167)	16 436
Autres éléments du résultat global	–		–	(17 017)	–	(17 017)
Dividendes	–		–	(2 377)	–	(2 377)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 25)	–		–	–	10 045	10 045
Solde au 31 décembre 2011	98 647		–	176 993	5 389	281 029
Perte nette	–		–	(4 112)	(4 414)	(8 526)
Autres éléments du résultat global	–		–	(5 564)	–	(5 564)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 25)	–		–	–	3 528	3 528
Disposition d'une participation dans SUN News (note 25)	–		581	–	(4 503)	(3 922)
Solde au 31 décembre 2012	98 647	\$	581 \$	167 317 \$	– \$	266 545 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

BILANS CONSOLIDÉS

31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Actif			
Actif à court terme			
Espèces		10 619 \$	1 756 \$
Débiteurs	11	119 077	121 658
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	12	67 579	61 954
Charges payées d'avance		2 426	2 690
Actif destiné à la vente	7	–	8 370
		199 701	196 428
Actif à long terme			
Droits de diffusion et de distribution	12	33 563	35 488
Placements	13	17 651	12 865
Immobilisations	14	98 494	102 007
Licences et autres actifs incorporels	15	112 056	114 539
Écart d'acquisition	16	39 781	71 981
Impôts différés	9	725	545
		302 270	337 425
Total de l'actif		501 971 \$	533 853 \$

GROUPE TVA INC.

BILANS CONSOLIDÉS (suite)

31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Découvert bancaire		– \$	3 980 \$
Créditeurs et charges à payer	17	89 908	82 589
Droits de diffusion et de distribution à payer	25	16 966	15 778
Provisions	8 et 18	862	1 533
Revenus reportés	23	6 136	6 535
Tranche à court terme de la dette à long terme	19	–	17 756
Passif destiné à la vente	7	–	1 538
		113 872	129 709
Passif à long terme			
Dette à long terme	19	74 438	74 635
Autres éléments de passif	20 et 23	38 499	39 696
Impôts différés	7	8 617	8 784
		121 554	123 115
Capitaux propres			
Capital-actions	21	98 647	98 647
Surplus d'apport	25	581	–
Bénéfices non répartis		167 317	176 993
Capitaux propres attribuables aux actionnaires		266 545	275 640
Participation ne donnant pas le contrôle	25	–	5 389
		266 545	281 029
Engagements, garanties et éventualités	18 et 26		
Total du passif et des capitaux propres		501 971 \$	533 853 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

Le 28 février 2013, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011.

Au nom du conseil d'administration,

(signé)

Serge Guoin, Président du conseil d'administration

(signé)

Marc A. Courtois, Président du comité d'audit

GROUPE TVA INC.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011
(en milliers de dollars)

	Note	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation			
(Perte nette) bénéfice net		(8 526) \$	16 436 \$
Éléments sans incidence sur les liquidités :			
Amortissement	5, 14 et 15	20 762	17 796
Dépréciation de l'écart d'acquisition	6	32 200	–
Gain sur disposition d'entreprises	7	(12 881)	–
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	8	–	699
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts		3 391	(574)
Impôts différés	9	1 675	5 217
Fonds générés par l'exploitation courante		36 621	39 574
Variation nette des éléments hors liquidités	10 a)	(1 279)	(14 716)
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation		35 342	24 858
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisitions d'immobilisations	14	(21 830)	(30 016)
Acquisitions d'actifs incorporels	15	(3 265)	(5 830)
Disposition d'entreprises, net des espèces	7 et 25	18 663	–
Espèces de SUN News à la date de déconsolidation	25	(430)	–
Variation nette des placements	13 et 25	(3 674)	236
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(10 536)	(35 610)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Variation nette du découvert bancaire		(3 980)	423
Variation nette du crédit rotatif	19	(17 982)	1 694
Frais de financement	19	(391)	–
Participation ne donnant pas le contrôle	25	3 528	10 045
Dividendes versés		–	(2 377)
Flux de trésorerie (utilisés) générés par les activités de financement		(18 825)	9 785
Variation nette des espèces		5 981	(967)
Espèces au début de l'exercice		4 638	5 605
Espèces à la fin de l'exercice		10 619 \$	4 638 \$
Les espèces se composent comme suit :			
Espèces		10 619 \$	1 756 \$
Espèces provenant des opérations destinées à la vente	7	–	2 882
		10 619 \$	4 638 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions (Québec)*. Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 28). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Québecor inc. (« Québecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada. Les participations de la Société dans ses principales filiales sont les suivantes :

	% de détention
TVA Publications inc.	100,0 %
TVA Productions inc.	100,0 %
TVA Productions II inc.	100,0 %
TVA Ventes et Marketing inc.	100,0 %
TVA Boutiques inc.	100,0 %

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

a) Mode de présentation

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux IFRS, telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »). Ces états financiers consolidés ont été préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers (note 1 k) et du passif lié à la rémunération à base d'actions (note 1 t) qui ont été mesurés à la juste valeur, et sont présentés en dollars canadiens, monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société et ses filiales exercent leurs activités (la « monnaie fonctionnelle »).

Les chiffres correspondants fournis pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 ont été redressés en fonction de la présentation adoptée pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

b) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la Société et ses filiales. Tous les soldes et transactions intersociétés sont éliminés lors de la consolidation.

Une filiale est une entité contrôlée par la Société. La Société exerce le contrôle d'une entité lorsqu'elle a le pouvoir d'en diriger les politiques financières et opérationnelles dans le but d'en obtenir des avantages économiques.

La participation ne donnant pas le contrôle dans l'actif net et les résultats de la filiale consolidée est identifiée séparément de la participation de la Société. La participation ne donnant pas le contrôle dans les capitaux propres d'une filiale se compose du montant des participations sans contrôle calculé à la date originale du regroupement d'entreprises et sa part des variations des capitaux propres depuis cette date. Les changements dans la participation ne donnant pas le contrôle dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle par la Société sont comptabilisés comme des transactions portant sur les capitaux propres.

c) Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'une acquisition est mesuré à la juste valeur de la contrepartie donnée en échange du contrôle de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Cette contrepartie peut être composée d'espèces, d'actifs transférés, d'instruments financiers émis ou de paiements conditionnels futurs. Les actifs identifiables repris et les passifs assumés de l'entreprise acquise sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les résultats d'exploitation d'une entreprise acquise sont inclus dans les états financiers consolidés de la Société à partir de la date d'acquisition de l'entreprise. Les dépenses engagées pour l'acquisition et l'intégration de l'entreprise acquise sont comptabilisées en charges.

La participation ne donnant pas le contrôle dans une entité acquise est initialement évaluée à la juste valeur et est présentée séparément des capitaux propres attribuables aux actionnaires à la section « Capitaux propres » dans le bilan consolidé.

d) Conversion de devises

Les éléments d'actif et de passif monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux de change en vigueur à la date du bilan. Les autres éléments d'actif et de passif sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les revenus et dépenses libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle selon le taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception de l'amortissement qui est converti selon le taux d'origine. Les gains et les pertes de change sont comptabilisés dans les résultats de l'exercice sous la rubrique « Charges financières ».

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

e) Constatation des revenus

Revenus de publicité

Les revenus tirés de la vente de temps d'antenne publicitaire et de la vente d'espaces publicitaires sur les sites internet de la Société sont constatés lors de la diffusion de la publicité. Les revenus tirés de la vente d'espaces publicitaires dans les magazines sont constatés au moment où la publicité est publiée, soit à la parution du magazine.

Revenus d'abonnement

Les revenus de redevances provenant d'abonnement de clients à des services de télévision spécialisés sont constatés mensuellement lorsque le service est rendu.

Les montants reçus à titre d'abonnement à des magazines sont comptabilisés comme revenus reportés et les revenus sont constatés sur la durée de l'abonnement.

Revenus provenant de la vente de magazines en kiosque

Les revenus tirés de la vente de magazines en kiosque sont constatés au moment de la livraison en kiosque et sont calculés en utilisant un montant de revenus, déduction faite d'une provision pour retours futurs.

Revenus de distribution

Les revenus tirés de l'exploitation des droits de distribution de films et de produits audiovisuels sont constatés lorsque les conditions suivantes sont respectées :

- i) les risques et avantages importants inhérents à la propriété des biens, incluant le contrôle effectif, ont été transférés à l'acheteur. Il y a transfert des risques et avantages uniquement s'il y a un contrat ou un autre document légal exécutoire établissant au minimum a) la durée des droits cédés, b) le produit ou le groupe de produits assujetti et c) la contrepartie à recevoir en échange des droits;
- ii) le montant des revenus peut être évalué de façon fiable;
- iii) la réception d'avantages économiques associés à la transaction est probable;
- iv) la période des droits a débuté, et lorsque l'exploitation, la présentation, la diffusion ou la vente peut commencer;
- v) les coûts engagés ou à engager pour la transaction peuvent être évalués de façon fiable;
- vi) le degré d'avancement peut être évalué de façon fiable lorsque les services ont été rendus.

Les revenus tirés de la sortie en salle de films sont constatés au cours des mois durant lesquels le film est présenté en salle selon un pourcentage des recettes des salles de cinéma, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées. Les revenus provenant de la vidéo sont constatés au cours de la période durant lequel le film est sorti en vidéo sur la base des livraisons de copies de vidéodisques numériques (« DVD/Blu-ray »), déduction faite d'une provision pour retours futurs ou sur la base d'un pourcentage des revenus du détaillant, sous réserve de la satisfaction des conditions précitées.

Vente de produits de téléachat

Les revenus tirés de la vente de produits du service de téléachat sont constatés au moment de la livraison des produits, déduction faite d'une provision pour retours futurs.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

f) Dépréciation d'actifs

Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (« UGT »), lesquelles représentent les plus petits groupes d'actifs pour lesquels des entrées de trésorerie largement indépendantes sont générées. À chaque date de bilan, la Société revoit si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme ayant une durée d'utilité déterminée pourrait être inférieure à leur valeur recouvrable. L'écart d'acquisition, les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée et les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation sont soumis à un test de dépréciation le 1^{er} avril de chaque exercice financier de même que lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT, à laquelle l'actif a été attribué, excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la plus élevée de la juste valeur de l'actif ou de l'UGT, diminuée des coûts de la vente, et de la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT. La juste valeur diminuée des coûts de la vente représente le montant, déduction faite des coûts de disposition, qu'une entité pourrait obtenir à la date d'évaluation pour la vente de l'actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT.

Une charge de dépréciation est comptabilisée au montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT par rapport à sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un écart d'acquisition a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, l'écart d'acquisition affecté est déprécié en premier. Tout excédent de perte de valeur est comptabilisé et attribué aux actifs dans l'UGT au prorata de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT.

Une charge de dépréciation comptabilisée au cours de périodes antérieures pour des actifs à long terme ayant des durées d'utilité déterminées et des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée, sauf pour l'écart d'acquisition, peut être renversée dans l'état consolidé des résultats dans la mesure où la valeur comptable qui en résulte n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune charge de dépréciation n'avait été comptabilisée au cours des périodes antérieures.

g) Contrats-échanges

Dans le cours normal de ses activités, la Société diffuse et publie de la publicité en échange de biens et services. Les revenus ainsi gagnés et les dépenses engagées sont comptabilisés sur la base de la juste valeur des biens et services donnés.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

h) Impôts sur le bénéfice

Les impôts exigibles sont comptabilisés sur la base des montants prévus d'être versés ou recouverts en vertu des taux d'imposition et des réglementations fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date du bilan.

Les impôts différés sont comptabilisés en utilisant la méthode axée sur le bilan. Selon cette méthode, les éléments d'actif et de passif d'impôts différés sont constatés selon leur incidence fiscale future estimative résultant des écarts entre la valeur comptable des éléments d'actif et de passif existants et de leur valeur fiscale respective. Les éléments d'actif et de passif d'impôts différés sont mesurés par application des taux d'imposition qui seront en vigueur ou pratiquement en vigueur durant l'exercice au cours duquel il est prévu que les écarts temporaires seront réalisés ou réglés. L'incidence de tout changement des taux d'imposition en vigueur ou pratiquement en vigueur sur les éléments d'actif et de passif d'impôts différés est incluse dans les résultats de la période au cours de laquelle les modifications de taux se produisent. Un actif d'impôts différés est comptabilisé initialement quand il est probable que le bénéfice imposable futur sera suffisant pour utiliser les avantages fiscaux afférents et peut être réduit ultérieurement, si nécessaire, à un montant qui est plus probable qu'improbable de se réaliser. Une charge ou un revenu d'impôts différés est comptabilisé dans le résultat global ou directement dans les capitaux propres dans la mesure où il se rattache à des éléments reconnus dans le résultat global ou directement dans les capitaux propres dans la même période ou une période différente.

Dans le cours normal des activités de la Société, un certain nombre de positions fiscales sont incertaines dû à la complexité des transactions et au fait que les interprétations fiscales et la législation afférente sont en changement continu. La Société reconnaît un avantage fiscal ou réduit un passif fiscal uniquement lorsqu'il est probable que cet avantage fiscal sera réalisé dans le futur ou que ce passif fiscal n'est plus probable.

i) Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation durant l'exercice. La Société utilise la méthode du rachat d'actions pour déterminer l'effet dilutif des options en vue de calculer le résultat dilué par action.

j) Contrats de location

Les actifs sous contrats de location sont classés au début du contrat de location en tant que i) contrats de location-financement lorsque les termes du contrat de location transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de l'actif, ou en tant que ii) contrats de location-exploitation pour tous les autres contrats de location. Tous les contrats de location actuels de la Société sont classés comme contrats de location-exploitation.

Les paiements en vertu des contrats de location-exploitation sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats sur une base linéaire pendant la durée du contrat de location. Tout incitatif locatif offert au preneur est reporté et constaté uniformément sur la durée du contrat de location.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

k) Instruments financiers

Classement, comptabilisation et évaluation

Les instruments financiers sont classés comme détenus à des fins de transaction, disponibles à la vente, détenus jusqu'à l'échéance, prêts et créances ou autres passifs financiers. L'évaluation des instruments financiers pour les périodes subséquentes dépend de leur classement. La Société a classé ses instruments financiers comme suit :

Détenus à des fins de transaction	Prêts et créances	Disponibles à la vente	Autres passifs financiers
<ul style="list-style-type: none">• Espèces• Découvert bancaire	<ul style="list-style-type: none">• Débiteurs• Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées	<ul style="list-style-type: none">• Placements de portefeuille inclus sous la rubrique « Placements »	<ul style="list-style-type: none">• Crédeurs et charges à payer• Droits de diffusion et de distribution à payer• Provisions• Dette à long terme• Autres passifs financiers à long terme inclus sous la rubrique « Autres éléments de passif »

Les instruments financiers détenus à des fins de transaction sont évalués à leur juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux résultats. Les placements de portefeuille disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur ou au coût dans le cas de placements en actions qui n'ont pas de prix cotés sur un marché actif et que la juste valeur n'est pas suffisamment fiable. Les variations de la juste valeur sont comptabilisées au résultat global, le cas échéant. Les actifs financiers classés comme prêts et créances, et les passifs financiers classés comme autres passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur et subséquemment au coût après amortissement en utilisant la méthode d'amortissement du taux d'intérêt effectif.

l) Frais de financement

Les frais de financement liés à la dette à long terme sont capitalisés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

m) Crédits d'impôt et aide gouvernementale

La Société peut se prévaloir de plusieurs programmes gouvernementaux élaborés pour soutenir la programmation et la production de produits télévisuels, la distribution de films, l'édition de magazines ainsi que pour des projets d'investissement. L'aide gouvernementale est enregistrée à titre de revenus ou de réduction des frais connexes, qu'ils soient capitalisés et amortis ou passés à la dépense, au cours de l'exercice où les dépenses sont engagées et lorsque la direction juge qu'elle a l'assurance raisonnable que les conditions de l'aide gouvernementale sont satisfaites.

L'aide relative au Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (« FAPL ») est enregistrée à titre de revenus, alors que l'aide relative aux productions d'émissions est enregistrée en réduction des coûts de production, lesquels sont présentés dans les charges d'exploitation. Dans le secteur de l'édition, l'aide gouvernementale liée à la production et à la diffusion de contenu canadien dans les magazines est comptabilisée à titre de revenus. L'aide gouvernementale est initialement présentée dans les revenus reportés et amortie sur la période de couverture du programme.

L'aide gouvernementale à l'égard de la distribution de films est assortie de conditions particulières quant à l'exploitation de la distribution et peut occasionner un remboursement de l'aide ou d'une partie de celle-ci, advenant un défaut de la Société de se conformer à des conditions particulières. La partie non remboursable de l'aide gouvernementale relative aux dépenses de mise en marché est portée en réduction de ces dépenses. Quant à la partie remboursable, elle est comptabilisée à titre d'avance et est remboursable en totalité ou en partie lorsque le film atteint certains seuils de rentabilité. Dans l'éventualité où le film n'atteint pas les niveaux de revenus prévus, la totalité ou une partie de ces avances ne serait pas remboursable par la Société et serait comptabilisée en réduction de ses charges d'exploitation.

n) Comptes clients

Les comptes clients sont évalués à leur valeur nominale, déduction faite d'une provision pour créances douteuses et d'une provision pour retours sur ventes. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients et des tendances historiques. Des comptes clients individuels sont radiés lorsque la direction estime qu'ils ne peuvent être recouvrés.

o) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks

Émissions réalisées et productions en cours de réalisation

Les émissions réalisées et productions en cours de réalisation ayant trait aux activités de diffusion sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût comprend les charges directes de biens et de services ainsi que la part de la main-d'œuvre et des frais généraux liés à chaque production. Le coût de chaque émission est imputé aux charges d'exploitation au moment de la diffusion.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

o) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks (suite)

Droits de diffusion et droits de diffusion à payer

Les droits de diffusion correspondent aux droits contractuels permettant un nombre de diffusions limitées ou illimitées de produits télévisuels ou de films. La Société constate un actif au titre des droits de diffusion acquis et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de diffusion lorsque la période de diffusion débute et que les conditions suivantes sont respectées :

- i) le coût de chaque émission, film ou série est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable;
- ii) les émissions, films ou séries ont été acceptés par la Société conformément aux conditions du contrat d'acquisition de droits de diffusion;
- iii) les émissions, films ou séries sont disponibles pour leur première présentation ou diffusion.

Les montants payés pour des droits de diffusion, avant que toutes les conditions ci-dessus ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de diffusion payés d'avance et figurent sous les rubriques « Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks » et « Droits de diffusion et de distribution ».

Les droits de diffusion sont classés à court terme ou à long terme, selon l'estimation de la période de diffusion établie par la direction. Ces droits sont imputés aux charges d'exploitation lors de la diffusion des produits télévisuels et des films sur la durée du contrat, en utilisant une méthode basée sur les revenus estimatifs futurs et en fonction du nombre estimé de présentations à l'écran.

Les droits de diffusion à payer sont répartis entre les éléments de passif à court terme ou à long terme, selon les modalités de paiement prévues aux contrats d'acquisition.

Droits de distribution et droits de distribution à payer

Les droits de distribution ayant trait aux activités de distribution de films et de produits audiovisuels comprennent les coûts d'acquisition des droits des films et les coûts accessoires à ces droits. La Société constate un actif au titre des droits de distribution et un passif au titre de l'obligation découlant des contrats d'acquisition de droits de distribution lorsque i) le coût du droit de distribution est connu ou peut être déterminé de façon raisonnable; ii) le produit audiovisuel ou le film a été accepté selon les termes prévus au contrat d'acquisition de droits de distribution; iii) le produit audiovisuel ou le film est disponible pour distribution.

Les montants payés pour les droits de distribution, avant que toutes les conditions ci-dessus ne soient respectées, sont comptabilisés à titre de droits de distribution payés d'avance et figurent sous les rubriques « Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks » et « Droits de diffusion et de distribution ».

Les droits de distribution sont reconnus dans les charges d'exploitation selon la méthode prévisionnelle par film qui prévoit que chaque droit soit imputé dans la proportion de ses revenus bruts réalisés par rapport au total de ses revenus bruts anticipés sur une période d'exploitation raisonnable.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

o) Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks (suite)

Stocks

Les stocks de produits sont évalués au moindre du coût, déterminé selon la méthode de l'épuisement successif, et de la valeur de réalisation nette.

Valeur de réalisation nette

Les estimations des revenus, utilisées pour déterminer les valeurs de réalisation des inventaires liés à la diffusion ou à la distribution de produits audiovisuels et de films, sont revues périodiquement par la direction et sont révisées au besoin. La valeur comptable des émissions réalisées et des productions en cours de réalisation, des droits de diffusion et de distribution est réduite à la valeur de réalisation nette d'après cette évaluation, s'il y a lieu.

La valeur de réalisation nette des stocks de produits représente le prix de vente estimé dans le cours normal des activités, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Le montant de la dépréciation des émissions, des droits de diffusion et de distribution et des stocks peut être renversé lorsque les circonstances ayant entraîné cette charge de dépréciation dans le passé n'existent plus.

p) Placements à long terme

Les participations dans les coentreprises étaient comptabilisées selon la méthode de la consolidation proportionnelle. Les placements dans les entreprises associées sont comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence. Selon cette méthode, la part des résultats d'exploitation dans les entreprises associées est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats. Les autres placements sont comptabilisés au coût. La valeur comptable d'un placement est réduite à sa juste valeur estimative lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation.

q) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût représente les coûts d'acquisition, déduction faite des subventions gouvernementales et des crédits d'impôts s'y rapportant, et / ou les coûts de développement, y compris les frais de préparation, d'installation et d'essai. Les dépenses futures, telles que les charges d'entretien et de réparation sont comptabilisées dans les charges d'exploitation lorsqu'elles sont engagées.

L'amortissement est calculé selon la méthode d'amortissement linéaire selon les durées d'utilité estimatives suivantes :

Éléments d'actif	Durée d'utilité estimative
Bâtiments et leurs composantes	10 à 40 ans
Équipements	5 à 15 ans

Les améliorations locatives sont amorties sur le moindre de la durée du bail ou de la vie économique du bien loué.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

q) Immobilisations (suite)

Les méthodes d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont révisées à chaque fin d'exercice financier en ce qui a trait aux immobilisations importantes. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

r) Écart d'acquisition et actifs incorporels

Écart d'acquisition

Pour tous les regroupements d'entreprises qui ont eu lieu après le 1^{er} janvier 2010, l'écart d'acquisition est évalué et comptabilisé comme étant l'excédent de la juste valeur de la contrepartie versée sur la juste valeur des actifs identifiables acquis et des passifs repris comptabilisés. Si la Société acquiert moins de 100 % des participations dans l'entreprise acquise à la date d'acquisition, l'écart d'acquisition attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle devra également être comptabilisé à la juste valeur.

L'écart d'acquisition de la Société provient de regroupements d'entreprises qui ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2010. Par conséquent, l'écart d'acquisition représente l'excédent du coût d'acquisition sur la part de la Société dans la juste valeur des actifs identifiables et des passifs repris de l'entreprise acquise à la date d'acquisition. Aucun écart d'acquisition n'était attribué à la participation ne donnant pas le contrôle pour ces acquisitions.

Aux fins du test de dépréciation (note 1 f), l'écart d'acquisition est attribué aux UGT à la date d'acquisition de l'entreprise. L'attribution est affectée à l'UGT ou au groupe d'UGT qui bénéficiera des synergies prévues du regroupement d'entreprises.

Actifs incorporels

Les licences de télédiffusion, les licences d'exploitation de magazines et les marques de commerce ont une durée d'utilité indéterminée. En particulier, étant donné le faible coût de renouvellement des licences de télédiffusion, la direction estime qu'il est économiquement avantageux de renouveler les licences et de respecter toutes les règles et conditions attachées à ces licences.

Les autres actifs incorporels ayant une durée d'utilité déterminée sont constitués de logiciels, de sites internet et d'applications mobiles. Ils sont amortis selon la méthode linéaire et les durées d'utilité estimatives suivantes :

Éléments d'actif	Durée d'utilité estimative
Logiciels, sites internet et applications mobiles	3 à 10 ans

Les méthodes d'amortissement, les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont révisées à chaque fin d'exercice financier en ce qui a trait aux actifs incorporels importants. Tout changement est comptabilisé de manière prospective comme un changement d'estimation comptable.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

s) Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque i) la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et quand ii) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les frais de rationalisation, qui comprennent principalement des indemnités de départ, sont comptabilisés lorsqu'un plan détaillé de rationalisation existe et qu'une attente fondée a été créée chez les personnes concernées à l'effet que le plan sera mis en place tel que prévu.

Les provisions sont révisées à chaque date de bilan et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé des résultats dans la période où la réévaluation a lieu.

t) Rémunération et autres paiements à base d'actions

Les attributions à base d'actions à des employés qui prévoient le règlement en espèces ou autres actifs, au gré de l'employé, sont évaluées à la juste valeur et sont classées en tant que passif. Le coût de rémunération est constaté sur le délai d'acquisition des droits à chaque exercice dans les charges d'exploitation. Les variations de la juste valeur des attributions à base d'actions entre la date d'attribution et la date d'évaluation entraînent un changement du passif et du coût de rémunération.

Les estimations de la juste valeur des attributions à base d'actions sont déterminées en suivant un modèle d'évaluation des options et en tenant compte des termes et conditions de l'attribution. Les principales hypothèses sont décrites aux notes 21 et 22.

u) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre aux employés des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies.

Régimes de retraite à cotisations définies

En vertu des régimes de retraite à cotisations définies, la Société verse des cotisations fixes aux régimes de retraite des employés participants et n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des montants supplémentaires. Les obligations pour les contributions aux régimes de retraite à cotisations définies sont constatées à titre d'avantages sociaux dans les états consolidés des résultats lorsque les contributions deviennent exigibles.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

u) Régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite (suite)

Régimes de retraite à prestations définies et avantages complémentaires à la retraite

Les coûts des régimes de retraite à prestations définies sont calculés selon des méthodes actuarielles et sont comptabilisés en utilisant la méthode des unités de crédit projetées qui comprend la meilleure estimation de la direction quant à l'évolution future des niveaux de salaire, la croissance d'autres coûts, l'âge de départ à la retraite des employés et d'autres facteurs actuariels. Les coûts des régimes de retraite à prestations définies constatés aux états consolidés des résultats dans les coûts liés au personnel comprennent les éléments suivants :

- i) Le coût des prestations de retraite accordées en échange des services rendus par les employés au cours de l'exercice.
- ii) Les frais d'intérêts au titre des régimes de retraite.
- iii) Le rendement prévu de l'actif des régimes.
- iv) La comptabilisation des coûts des prestations au titre des services passés selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée d'acquisition des droits.

Lorsqu'un événement engendre à la fois une compression de régime et un règlement, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Les écarts actuariels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont immédiatement enregistrés dans les bénéfices non répartis. Les écarts actuariels résultent de l'écart entre le rendement réel des actifs du régime au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, et des ajustements sur les passifs liés à l'expérience ou à des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées.

Dans certains cas, la comptabilisation de l'actif net au titre des régimes à prestations définies est limitée à la valeur recouvrable, qui est fondée principalement sur la mesure dans laquelle la Société peut réduire unilatéralement les contributions futures au régime. De plus, un ajustement à l'actif net ou à l'obligation nette au titre des prestations constituées peut être comptabilisé pour refléter l'obligation minimale de financement dans certains régimes de retraite de la Société. Les changements dans le plafonnement de l'actif net au titre des régimes à prestations définies ou dans l'ajustement de l'obligation minimale de financement sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global et sont immédiatement enregistrés dans les bénéfices non répartis.

En vertu d'un ancien régime, la Société offre à certains des employés à la retraite une protection d'assurance-vie, d'assurance-maladie et d'assurance dentaire. Les employés actifs de la Société ne bénéficient plus de ce type de protection post-retraite. Le coût des avantages complémentaires à la retraite est calculé en utilisant une méthodologie comptable similaire à celle des régimes de retraite à prestations définies. Les charges afférentes sont réglées par la Société à mesure qu'elles deviennent exigibles.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

v) Utilisation d'estimations et de jugement

La préparation des états financiers consolidés selon les IFRS exige que la direction ait recours à des estimations, des hypothèses et du jugement qui ont une incidence sur les éléments d'actif et de passif, les postes de revenus et de charges, ainsi que la présentation d'éléments d'actif et de passif éventuels. Bien que ces estimations soient basées sur les meilleures connaissances de la direction et de l'information disponible à la date d'évaluation, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les éléments importants suivants représentent les estimations les plus difficiles, subjectives ou complexes de la part de la direction :

i) Juste valeur d'un actif ou d'une UGT

Lorsqu'un test de dépréciation est effectué sur un actif ou une UGT, la direction estime la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT en fonction de sa juste valeur diminuée des coûts de vente ou de sa valeur d'utilité. Ces estimations sont basées sur des modèles d'évaluation qui requièrent l'utilisation d'un certain nombre d'hypothèses, telles qu'un taux d'actualisation avant impôts (CMPC) et un taux de croissance perpétuelle. Ces hypothèses ont un impact significatif sur les résultats des tests de dépréciation et sur la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats, s'il y a lieu. Une description des hypothèses clés utilisées dans les tests de dépréciation de l'écart d'acquisition et une analyse de sensibilité des valeurs recouvrables sont présentées à la note 16.

ii) Coûts et obligations liés aux régimes de retraite et aux avantages complémentaires à la retraite

L'estimation des coûts et obligations des régimes de retraite à prestations définies qui sont fondés sur un nombre d'hypothèses, telles que le taux d'actualisation, le rendement attendu sur les actifs du régime, l'évolution future des niveaux de salaire, l'âge de départ à la retraite des employés, les coûts liés aux soins de santé et d'autres facteurs actuariels. Ces hypothèses ont un impact significatif sur les coûts liés au personnel comptabilisés dans l'état consolidé des résultats, sur l'écart actuariel dans l'état consolidé du résultat global et sur la valeur comptabilisée des autres éléments de passif dans le bilan consolidé. Les hypothèses clés et des analyses de sensibilité des hypothèses clés sont présentées à la note 24.

iii) Provisions

La comptabilisation des provisions requiert que la direction estime les paiements nécessaires pour éteindre l'obligation actuelle ou pour transférer cette obligation à des tierces parties à la date de l'évaluation. Une appréciation de la probabilité du dénouement des litiges et autres éventualités est aussi requise. Une description des principales provisions, y compris l'appréciation de la direction sur l'impact potentiel du dénouement des litiges légaux sur les états consolidés des résultats, est présentée à la note 18.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

v) Utilisation d'estimations et de jugement (suite)

Les éléments suivants représentent les jugements les plus importants de la direction, autres que ceux qui impliquent des estimations :

i) Détermination d'une durée d'utilité pour la comptabilisation des actifs amortissables

Pour chaque catégorie d'actifs amortissables, la direction doit déterminer sur quelle période la Société s'attend à consommer les avantages économiques futurs liés aux actifs. La détermination d'une durée d'utilité requiert du jugement et a un impact sur la charge d'amortissement comptabilisée dans les états consolidés des résultats.

ii) Détermination des UGT aux fins des tests de dépréciations

La détermination des UGT requiert du jugement pour déterminer le niveau le plus bas pour lequel il y a des entrées de trésorerie largement indépendantes générées par le groupe d'actifs. Dans l'identification des actifs à regrouper dans une UGT, la Société considère, entre autres, l'offre de services combinés, le partage des infrastructures de télédiffusion, l'intégration des actifs médias, la similarité à l'exposition au risque du marché et la matérialité. La détermination des UGT pourrait avoir un impact sur les résultats des tests de dépréciation et, s'il y a lieu, la charge de dépréciation comptabilisée dans l'état consolidé des résultats.

iii) Interprétation des lois et règlements

L'interprétation des lois et règlements, y compris les règles fiscales, requiert des jugements de la direction qui peuvent avoir un impact sur la comptabilisation de provisions pour litiges et des impôts sur le bénéfice dans les états financiers consolidés.

w) Nouvelles prises de position en matière de comptabilité

À moins d'avis contraire, selon les circonstances et faits actuels, la Société ne s'attend pas à des répercussions importantes à la suite de l'application des normes suivantes.

i) *IFRS 9 – Instruments financiers* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'*IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

w) Nouvelles prises de position en matière de comptabilité (suite)

- ii) *IFRS 10 – États financiers consolidés* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 10 a remplacé le *SIC 12, Consolidation – Entités ad hoc*, et une partie de l'*IAS 27, États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.

- iii) *IFRS 11 – Accords conjoints* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 11 a remplacé l'*IAS 31, Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations contractuels, et non sur la forme juridique de l'accord. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Étant donné que la Société a vendu ses participations dans les coentreprises le 31 mai 2012 (note 7), l'adoption de cette norme, aura un impact seulement pour l'exercice comparatif, soit pour 2012. L'adoption de la norme aura donc les impacts suivants :

État consolidé des résultats

Augmentation (diminution)	2012
Revenus	(4 219) \$
Achats de biens et services	(2 512)
Charges financières	7
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans les entreprises associées	(1 714)
Part de la perte (du bénéfice) dans les coentreprises et dans les entreprises associées	(1 714) \$

- iv) *IFRS 12 – Informations à fournir sur les participations dans les autres entités* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 12 est une nouvelle norme intégrée relative aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

1. SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

w) Nouvelles prises de position en matière de comptabilité (suite)

- v) *IAS 19R – Avantages du personnel (y compris les régimes de retraite) (Révisée)* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les changements à l'IAS 19 impliquent, entre autres, la comptabilisation de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état des résultats. L'IAS 19 permet de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. L'IAS 19 introduit également une approche de coût net financier qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût net d'intérêt calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés devront être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne pourront plus être répartis sur des périodes de service futures.

L'adoption de la norme révisée aura les impacts suivants :

État consolidé des résultats

	2012
Coûts liés au personnel	1 368 \$
Coût d'intérêt net sur les régimes à prestations déterminées	1 850
Impôts sur le bénéfice	(866)
Perte nette attribuable aux actionnaires	(2 352) \$

État consolidé du résultat global

	2012
Perte nette	(2 352) \$
Écart actuariel	4 469
Impôts différés liés à l'écart actuariel	(1 202)
Résultat global attribuable aux actionnaires	915 \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

2. REVENUS

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

	2012		2011	
Services rendus	349 884	\$	338 555	\$
Ventes de produits	107 482		106 940	
	457 366	\$	445 495	\$

3. ACHATS DE BIENS ET SERVICES

Les principales composantes se détaillent comme suit :

	2012		2011	
Redevances, droits et coûts de production	163 185		148 519	
Tirage et distribution	22 552		20 908	
Marketing, publicité et promotion	14 826		14 790	
Frais de transmission et micro-ondes	5 950		6 138	
Autres	46 579		52 580	
	253 092	\$	242 935	\$

4. CONTRATS-ÉCHANGES

Dans le cours normal de ses activités, la Société diffuse et publie de la publicité en échange de biens et services. Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a constaté des revenus à titre de contrats-échanges pour un montant de 9 424 000 \$ (9 175 000 \$ en 2011) et des charges d'exploitation à titre de contrats-échanges de 9 357 000 \$ (9 384 000 \$ en 2011).

5. CHARGES FINANCIÈRES

	Note	2012		2011	
Intérêts sur la dette à long terme	19	4 996	\$	5 562	\$
Amortissement des frais de financement		420		359	
Perte sur change		102		75	
Revenus nets d'intérêts		(53)		(49)	
		5 465	\$	5 947	\$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

6. DÉPRÉCIATION DE L'ÉCART D'ACQUISITION

À la suite de l'adoption en 2012 de nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, les coûts d'exploitation du secteur de l'édition de la Société sont affectés défavorablement. Par conséquent, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ces activités et effectuer un test de dépréciation sur l'UGT de l'édition. La Société a conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée au cours du premier trimestre de 2012.

7. GAIN SUR DISPOSITION D'ENTREPRISES

Le 31 mai 2012, suite à l'approbation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), la Société a vendu sa participation de 51 % dans The Cave ainsi que sa participation de 50 % dans Mystery TV à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc. et un gain sur disposition d'entreprises de 12 881 000 \$, avant impôts, a été comptabilisé. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital non enregistrées aux livres pour éliminer l'imposition du gain en capital sur disposition d'entreprises. Les flux de trésorerie nets liés à la vente sont de 17 898 000 \$, soit un produit de disposition de 20 963 000 \$ moins des espèces de 3 065 000 \$ détenues au moment de la vente.

L'impact de la quote-part des opérations dans ces coentreprises dans les états financiers consolidés de la Société se détaille comme suit :

	2012		2011	
	(5 mois)		(12 mois)	
Résultats				
Revenus	4 219	\$	9 207	\$
Achats de biens et services	2 512		7 253	
Bénéfice avant les revenus d'intérêts	1 707		1 954	
Revenus d'intérêts	7		10	
Bénéfice net	1 714	\$	1 964	\$
Flux de trésorerie				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	183	\$	1 922	\$
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	-		(500)	

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

7. GAIN SUR DISPOSITION D'ENTREPRISES (suite)

Au 31 décembre 2011, les actifs et les passifs de ces coentreprises avaient été classés comme destinés à la vente et se détaillaient comme suit :

	2011
Actif à court terme	
Espèces	2 882 \$
Débiteurs	2 274
Droits de diffusion	3 214
	8 370
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	1 099 \$
Droits de diffusion à payer	439
	1 538
Actif net	6 832 \$

8. FRAIS DE RATIONALISATION DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION, DÉPRÉCIATION D'ACTIFS ET AUTRES

	2012	2011
Frais de rationalisation des activités d'exploitation	117 \$	800 \$
Dépréciation d'actifs	–	699
Autres	–	166
	117 \$	1 665 \$

Au cours de l'exercice 2012, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 117 000 \$ par suite de l'abolition de plusieurs postes dans le secteur de l'édition (668 000 \$ pour le secteur de la télévision en 2011).

Au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, filiale de Québecor Média, avaient annoncé la mise en place d'un nouveau partenariat (alors 51 % Groupe TVA et 49 % Corporation Sun Media) visant la mise sur pied et le lancement d'une chaîne spécialisée d'information et d'opinion de langue anglaise appelée « SUN News » en avril 2011. En outre, la Société avait décidé de mettre fin aux activités de sa station généraliste SUN TV lors de la mise en ondes du nouveau service spécialisé. Par suite de ce repositionnement, la Société avait enregistré, au cours de l'exercice 2011, une charge supplémentaire de dépréciation liée à son inventaire de droits de diffusion pour un montant de 699 000 \$, une charge liée à l'annulation de contrats de transmission pour un montant de 327 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation pour un montant de 132 000 \$.

De plus, au cours de l'exercice 2011, suite à des nouvelles informations disponibles, la Société avait procédé à une réévaluation d'une provision relativement aux activités de production d'une ancienne filiale menant à un ajustement à la baisse du solde pour un montant de 161 000 \$.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

La dépense d'impôts sur le bénéfice se présente comme suit :

	2012		2011	
Exigibles	3 774	\$	4 396	\$
Différés	1 675		5 217	
	5 449	\$	9 613	\$

Le tableau suivant fait le rapprochement entre les impôts sur le bénéfice selon le taux d'imposition réglementaire national de 26,9 % en 2012 (28,4 % en 2011) et les impôts sur le bénéfice à l'état consolidé des résultats:

	2012		2011	
Impôts sur le bénéfice au taux d'imposition réglementaire national	84	\$	7 235	\$
Incidence des écarts de taux d'imposition provinciaux	(12)		–	
	72		7 235	
Augmentation (diminution) découlant de ce qui suit :				
Incidence fiscale des pertes non déductibles de SUN News	1 187		2 603	
Incidence fiscale des pertes déductibles de SUN News	(1 138)		–	
Incidence fiscale de charges non déductibles et de revenus non imposables	(1 126)		500	
Dépréciation de l'écart d'acquisition	8 662		–	
Variation des avantages découlant des pertes fiscales des années antérieures	(1 511)		–	
Autres ¹	(697)		(725)	
Impôts sur le bénéfice	5 449	\$	9 613	\$

¹ Inclut des réductions de passifs d'impôts différés de 103 000 \$ (457 000 \$ en 2011) résultant de l'évolution des dossiers de vérification fiscale, de la jurisprudence et de la législation fiscale.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE (suite)

L'incidence fiscale des principaux éléments constituant le montant du passif net d'impôts différés de la Société et leur impact sur la dépense d'impôts différés est la suivante :

	Bilan consolidé		État consolidé des résultats	
	31 décembre 2012	31 décembre 2011	2012	2011
Pertes reportables	347	\$ 98	\$ (249)	\$ 354
Créditeurs, charges à payer, provisions et revenus reportés	1 128	1 002	(126)	1 408
Régimes à prestations définies	9 808	9 770	2 004	1 775
Immobilisations	86	(10)	(96)	649
Écart d'acquisition, licences et autres actifs incorporels	(18 118)	(17 685)	433	1 862
Autres	(1 143)	(1 414)	(291)	(831)
	(7 892)	\$ (8 239)	\$ 1 675	\$ 5 217

Les changements dans les passifs d'impôts différés se présentent comme suit :

	2012	2011
Solde au début de l'exercice	(8 239) \$	(9 067) \$
Comptabilisés dans l'état des résultats	(1 675)	(5 217)
Comptabilisés dans les autres éléments du résultat global	2 042	6 131
Autres	(20)	(86)
Solde à la fin de l'exercice	(7 892) \$	(8 239) \$

La Société n'a constaté aucun passif d'impôts différés au titre des bénéfices non répartis de ses filiales au cours de l'exercice ou des exercices antérieurs étant donné qu'elle ne prévoit pas se départir de ses placements ou que ces bénéfices non répartis deviennent imposables.

Au 31 décembre 2012, la Société disposait, aux fins des impôts sur le bénéfice, de reports de pertes d'approximativement 1 374 000 \$ dont elle peut se servir pour réduire ses bénéfices imposables futurs et venant à échéance entre 2030 et 2032.

De plus, la Société dispose d'un montant de 167 919 000 \$ de pertes en capital sans échéance qui n'ont pas été constatées et qui doivent servir à réduire uniquement les gains en capital futurs.

Il n'y a pas eu de conséquences fiscales attachées au paiement de dividendes par la Société à ses actionnaires au cours de l'exercice 2011.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

10. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

Les tableaux suivants présentent les informations additionnelles à l'égard des états consolidés des flux de trésorerie.

- a) La variation des éléments hors liquidités du fonds de roulement liés à l'exploitation, déduction faite de l'incidence des dispositions d'entreprises, se présente comme suit:

	2012	2011
Débiteurs	(305) \$	6 139 \$
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	(5 086)	(7 175)
Créditeurs et charges à payer	11 704	2 570
Droits de diffusion et de distribution à payer	1 272	(11 600)
Actifs et passifs d'impôts exigibles	1 175	3 422
Autres éléments de passif	(9 118)	(6 567)
Autres	(921)	(1 505)
	(1 279) \$	(14 716) \$

- b) Les montants versés et encaissés pour les intérêts et les impôts sur le bénéfice sont classés au titre des activités d'exploitation et se présentent comme suit :

	2012	2011
Intérêts nets versés	5 024 \$	5 431 \$
Impôts sur le bénéfice versés, montant net	2 578	974

11. DÉBITEURS

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Comptes clients et autres débiteurs	27 b)	81 566 \$	83 572 \$
Comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées		28 889	26 098
Crédits d'impôt et aide gouvernementale à recevoir		5 470	7 974
Actifs d'impôts exigibles		3 152	4 014
		119 077 \$	121 658 \$

Les comptes à recevoir de sociétés sous contrôle commun et affiliées sont soumis aux mêmes conditions que les comptes clients. Les sociétés sous contrôle commun sont des filiales de la société mère.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

12. ÉMISSIONS, DROITS DE DIFFUSION ET DE DISTRIBUTION ET STOCKS

	31 décembre 2012			
	Court terme		Long terme	Total
Émissions réalisées et productions en cours de réalisation	7 418	\$	–	\$ 7 418
Droits de diffusion	56 476		33 068	89 544
Droits de distribution	691		495	1 186
Stocks	2 994		–	2 994
	67 579	\$	33 563	\$ 101 142

	31 décembre 2011			
	Court terme		Long terme	Total
Émissions réalisées et productions en cours de réalisation	6 450	\$	–	\$ 6 450
Droits de diffusion	51 563		34 452	86 015
Droits de distribution	845		1 036	1 881
Stocks	3 096		–	3 096
	61 954	\$	35 488	\$ 97 442

Le coût des stocks et les charges liées aux émissions, aux droits de diffusion et de distribution inclus dans les achats de biens et services et dans les coûts liés au personnel s'élèvent à 294 699 000 \$ en 2012 (273 087 000 \$ en 2011). En 2012, un montant total de 300 000 \$ (935 000 \$ en 2011) a été comptabilisé dans les achats de biens et services pour la dépréciation de stocks, d'émissions, de droits de diffusion et de distribution.

13. PLACEMENTS

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Télé Inter-Rives Ltée, entreprise associée, participation de 45 %		10 496	9 974
SUN News, entreprise associée, participation de 49 %	25	4 264	–
Autres placements		2 891	2 891
		17 651	12 865

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

14. IMMOBILISATIONS

Pour les exercices terminés le 31 décembre 2012 et 2011, les changements dans la valeur nette comptable des immobilisations sont les suivants :

	Terrains, bâtiments et améliorations locatives	Équipements	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Coût :				
Solde au 31 décembre 2010	86 605	\$ 141 406	\$ 11 624	\$ 239 635
Acquisitions ¹	3 369	21 898	4 050	29 317
Reclassement	635	9 317	(10 021)	(69)
Radiations et dispositions	(30)	(1 997)	–	(2 027)
Solde au 31 décembre 2011	90 579	170 624	5 653	266 856
Acquisitions ¹	8 518	9 074	3 393	20 985
Reclassement	2 478	1 103	(4 188)	(607)
Radiations et dispositions	(1 164)	(2 303)	–	(3 467)
Immobilisations liées à SUN News (note 25)	(3 202)	(20 224)	(201)	(23 627)
Solde au 31 décembre 2012	97 209	\$ 158 274	\$ 4 657	\$ 260 140
Amortissement et dépréciation cumulés :				
Solde au 31 décembre 2010	60 416	\$ 93 011	\$ –	\$ 153 427
Amortissement	2 924	10 525	–	13 449
Radiations et dispositions	(30)	(1 997)	–	(2 027)
Solde au 31 décembre 2011	63 310	101 539	–	164 849
Amortissement	3 345	11 779	–	15 124
Reclassement	–	(106)	–	(106)
Radiations et dispositions	(1 164)	(2 303)	–	(3 467)
Immobilisations liées à SUN News (note 25)	(2 770)	(11 984)	–	(14 754)
Solde au 31 décembre 2012	62 721	\$ 98 925	\$ –	\$ 161 646
Valeur nette comptable :				
Au 31 décembre 2011	27 269	\$ 69 085	\$ 5 653	\$ 102 007
Au 31 décembre 2012	34 488	59 349	4 657	98 494

¹ La variation nette des acquisitions d'immobilisations financées par les créditeurs et charges à payer, composée majoritairement d'équipements, est de -845 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (-699 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

15. LICENCES ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS

Pour les exercices terminés le 31 décembre 2012 et 2011, les changements dans la valeur nette comptable des licences et autres actifs incorporels sont les suivants :

	Licences ¹	Logiciels, sites internet et applications mobiles	Autres actifs incorporels	Projets en cours de dévelop- pement	Total
Coût :					
Solde au 31 décembre 2010	116 713	\$ 36 955	\$ 150	\$ 1 976	\$ 155 794
Acquisitions ²	–	5 168	–	815	5 983
Reclassement	–	1 254	–	(1 185)	69
Radiations et dispositions	(23 119)	(20)	–	–	(23 139)
Solde au 31 décembre 2011	93 594	43 357	150	1 606	138 707
Acquisitions ²	–	2 445	–	699	3 144
Reclassement	–	1 571	–	(964)	607
Radiations et dispositions	(280)	–	(50)	–	(330)
Actifs incorporels liés à SUN News (note 25)	–	(828)	–	–	(828)
Solde au 31 décembre 2012	93 314	\$ 46 545	\$ 100	\$ 1 341	\$ 141 300

Au 31 décembre 2012, le coût des actifs incorporels générés à l'interne, principalement composé de logiciels, sites internet et applications mobiles, est de 7 741 000 \$ (5 099 000 \$ au 31 décembre 2011). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a enregistré des acquisitions d'actifs incorporels générés à l'interne de 1 953 000 \$ (2 132 000 \$ en 2011), a reclassé un solde de 740 000 \$ dans les actifs incorporels générés à l'interne et a transféré les actifs incorporels générés à l'interne liés à SUN News pour 51 000 \$.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

15. LICENCES ET AUTRES ACTIFS INCORPORELS (suite)

	Licences ¹		Logiciels, sites internet et applications mobiles		Autres actifs incorporels		Projets en cours de dévelop- pement		Total
Amortissements et dépréciation cumulés :									
Solde au 31 décembre 2010	23 863	\$	19 406	\$	50	\$	–	\$	43 319
Amortissement	–		3 988		–		–		3 988
Radiations et dispositions	(23 119)		(20)		–		–		(23 139)
Solde au 31 décembre 2011	744		23 374		50		–		24 168
Amortissement	–		5 218		–		–		5 218
Reclassement	–		106		–		–		106
Radiation	–		–		(50)		–		(50)
Actifs incorporels liés à SUN News (note 25)	–		(198)		–		–		(198)
Solde au 31 décembre 2012	744	\$	28 500	\$	–	\$	–	\$	29 244
Valeur nette comptable :									
Solde au 31 décembre 2011	92 850	\$	19 983	\$	100	\$	1 606	\$	114 539
Solde au 31 décembre 2012	92 570		18 045		100		1 341		112 056

¹ Les actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée ne sont pas amortis. Les licences de télédiffusion sont affectées au groupe de l'UGT de la télévision et la licence d'exploitation d'un magazine est affectée au groupe de l'UGT de l'édition. Au cours de l'exercice 2011, le coût et la dépréciation cumulée de 23 119 000 \$ de la licence de télédiffusion de SUN TV ont été éliminés puisque cette licence a été révoquée.

² La variation nette des acquisitions d'actifs incorporels financées par les créiteurs et charges à payer, composée majoritairement de logiciels, est de -121 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (153 000 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011).

Au 31 décembre 2012, l'amortissement cumulé des actifs incorporels générés à l'interne, principalement composé de logiciels, sites internet et applications mobiles, est de 4 043 000 \$ (2 059 000 \$ au 31 décembre 2011). Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a enregistré une dépense d'amortissement pour les actifs incorporels générés à l'interne de 1 892 000 \$ (757 000 \$ en 2011), a reclassé un solde d'amortissement cumulé de 110 000 \$ pour ces actifs et a transféré l'amortissement cumulé lié aux actifs incorporels générés à l'interne de SUN News pour 18 000 \$.

Au 31 décembre 2012, la valeur nette comptable des actifs incorporels générés à l'interne est de 3 698 000 \$ (3 040 000 \$ au 31 décembre 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

16. ÉCART D'ACQUISITION

L'écart d'acquisition aux 31 décembre 2012 et 2011 se détaille comme suit :

	Note	2012	2011
Coût		150 817 \$	150 817 \$
Amortissement et dépréciation cumulés	6	111 036	78 836
Valeur nette comptable		39 781 \$	71 981 \$

Au 31 décembre 2012, la valeur comptable de l'écart d'acquisition attribuée au groupe d'UGT du secteur de la télévision est de 2 539 000 \$ et le solde de 37 242 000 \$ est attribué au groupe d'UGT du secteur de l'édition (2 539 000 \$ et 69 442 000 \$ respectivement au 31 décembre 2011).

Au cours de l'exercice 2011, le coût et la dépréciation cumulée de 7 965 000 \$ de l'écart d'acquisition relié à SUN TV ont été éliminés puisque cette société a été dissoute.

Montants recouvrables

Les montants recouvrables ont été déterminés sur la base de la valeur d'utilité en ce qui a trait aux tests de dépréciation effectués. La Société utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour estimer la valeur d'utilité, lesquels sont calculés à l'aide des flux de trésorerie futurs prévus dans ses plus récents budgets et dans son plan stratégique triennal, tels qu'approuvés par la direction de la Société et présentés au conseil d'administration. Ces prévisions ont été établies en considérant le rendement opérationnel passé et la part de marché de chaque UGT, les tendances économiques et spécifiques de l'industrie et du marché ainsi que les stratégies d'entreprise. Une fourchette de taux de croissance est utilisée pour les flux de trésorerie au-delà de la période de trois ans. Le taux d'actualisation utilisé par la Société est un taux avant impôts dérivé du coût moyen pondéré du capital pertinent à chaque UGT, qui reflète l'évaluation du marché actuel de i) la valeur temporelle de l'argent et ii) du risque spécifique lié aux actifs pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées en fonction du risque. Le taux de croissance perpétuelle a été déterminé en analysant les marchés spécifiques de chaque UGT. Les hypothèses clés suivantes ont été utilisées pour déterminer les montants recouvrables lors des plus récents tests de dépréciation effectués :

Groupe d'UGT	2012 ²		2011 ¹	
	Taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Taux de croissance perpétuelle	Taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Taux de croissance perpétuelle
Télévision ³	11,27 %	1,00 %	11,43 %	1,00 %
Édition	16,26 %	1,00 %	15,89 %	1,00 %

¹ Les tests ont été effectués au 1^{er} avril 2011.

² Le test sur le groupe d'UGT du secteur de la télévision a été effectué au 1^{er} avril 2012 alors que le test sur le groupe d'UGT du secteur de l'édition a été effectué en mars 2012 (note 6).

³ Tel que permis par l'IAS 36, *Dépréciation d'actifs*, le montant recouvrable calculé au 1^{er} janvier 2010 a été utilisé dans le test de dépréciation effectué en 2011 pour ce groupe d'UGT.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

16. ÉCART D'ACQUISITION (suite)

Sensibilité des montants recouvrables

Le tableau suivant présente, pour le groupe d'UGT du secteur de la télévision, la variation du taux d'actualisation avant impôts et du taux de croissance perpétuelle utilisés pour le test le plus récent réalisé, qui aurait été nécessaire pour que le montant recouvrable égale la valeur comptable de l'UGT au 1^{er} avril 2012 :

Groupe d'UGT ¹	Hausse du taux d'actualisation avant impôts (CMPC)	Baisse du taux de croissance perpétuelle
Télévision	4,06 %	4,96 %

¹ Aucune analyse de sensibilité n'a été effectuée pour le groupe d'UGT du secteur de l'édition puisqu'une charge de dépréciation a été enregistrée suite au dernier test de dépréciation effectué sur ce groupe d'UGT (note 6).

17. CRÉDITEURS ET CHARGES À PAYER

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Comptes fournisseurs et charges à payer		43 593 \$	45 922 \$
Salaires et avantages sociaux des employés		22 610	23 323
Comptes à payer à des sociétés sous contrôle commun et affiliées		20 884	10 497
Rémunération à base d'actions	21 et 22	1 519	1 743
Passifs d'impôts exigibles		816	503
Intérêts à payer		293	400
Autres		193	201
		89 908 \$	82 589 \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

18. PROVISIONS ET ÉVENTUALITÉS

	Rationalisation des activités d'exploitation		Éventualités et poursuites		Autres provisions		Total
Solde au 31 décembre 2011	756	\$	600	\$	177	\$	1 533 \$
Variation nette dans les résultats	117		15		–		132
Déboursés	(713)		(66)		(24)		(803)
Solde au 31 décembre 2012	160	\$	549	\$	153	\$	862 \$

La comptabilisation des provisions en terme d'échéances et de montants exige l'exercice d'un jugement fondé sur les circonstances et événements pertinents qui peuvent être assujettis à des changements au fil du temps. Les provisions sont principalement constituées des éléments suivants :

Rationalisation des activités d'exploitation

Les provisions pour rationalisation des activités d'exploitation comprennent les indemnités de départ pour l'abolition de postes dans le secteur de la télévision.

Éventualités et poursuites

Un certain nombre de poursuites contre la Société et ses filiales sont en instance. La direction de la Société et ses filiales sont d'avis que le dénouement de ces poursuites ne devrait pas avoir d'incidence importante sur leurs résultats ou leur situation financière.

À la lumière d'avis juridiques et après avoir examiné tous les faits, la direction de la Société a établi des provisions pour des réclamations ou des poursuites spécifiques. La Société ne peut pas déterminer quand ou si des flux de trésorerie futurs liés à ces provisions seront versés.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

19. DETTE À LONG TERME

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
Prêt à terme i)	75 000	\$	75 000	\$
Acceptations bancaires émises ii)	–		17 982	
Frais de financement, déduction faite de l'amortissement cumulé	(562)		(591)	
	74 438		92 391	
Moins la tranche échéant à court terme	–		(17 756)	
Dettes à long terme	74 438	\$	74 635	\$

- i) La dette bancaire de la Société est composée d'un prêt à terme venant à échéance et remboursable en totalité le 11 décembre 2014 pour un montant de 75 000 000 \$. Ce prêt à terme porte intérêt au taux annuel de 5,54 %, avec des paiements d'intérêts les 15 juin et 15 décembre de chaque année. La Société bénéficie aussi d'un crédit rotatif pour un montant de 100 000 000 \$ dont la Société a effectué le renouvellement le 24 février 2012 pour un terme de cinq ans. Il porte intérêt à des taux variables fondés sur le taux des acceptations bancaires ou le taux de base bancaire, plus une marge variable en fonction du ratio de la dette totale sur le bénéfice d'exploitation avant intérêts, impôts, amortissement et autres éléments.

Les frais reliés au refinancement du crédit rotatif représentent 391 000 \$ et ont été enregistrés dans les frais de financement, en réduction de la dette à long terme.

- ii) Au 31 décembre 2012, la Société ne détenait aucune acceptation bancaire, ni aucune avance sur le crédit rotatif. Au 31 décembre 2011, les sommes empruntées sur le crédit rotatif représentaient 17 982 000 \$ d'acceptations bancaires, portant intérêt à un taux moyen pondéré de 4,32 %.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions, dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2012, la Société respectait les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Aux 31 décembre 2012 et 2011, la Société avait des lettres de crédit en circulation d'un montant de 425 000 \$.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

20. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIF

	Note	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Passif découlant des prestations de retraite et des avantages complémentaires à la retraite constitués	24	36 526 \$	36 357 \$
Droits de diffusion à payer	23	1 303	976
Rémunération à base d'actions ¹	21 et 22	633	1 136
Autres		37	1 227
		38 499 \$	39 696 \$

¹ La portion à court terme de la rémunération à base d'actions est comprise dans les créditeurs et charges à payer.

21. CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

Émis et payé aux 31 décembre 2012 et 2011 :		
4 320 000 actions ordinaires classe A	72	\$
19 450 906 actions classe B	98 575	
	98 647	\$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants

Le régime prévoit notamment que l'octroi, les conditions et modalités afférentes aux options octroyées sont déterminés par le comité de rémunération de la Société. Toutefois, le prix de souscription de chaque action classe B visée par une option ne pourra être inférieur au cours de la clôture des actions en Bourse le jour précédant la date d'octroi de l'option. De plus, la durée des options ne pourra excéder 10 ans. Le nombre d'actions classe B pouvant être émises au terme du régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants est de 2 200 000.

Les détenteurs d'options peuvent, au moment de la levée de leurs options, choisir de recevoir de la Société un paiement en espèces égal au nombre d'actions à l'égard desquelles l'option est levée, multiplié par le montant par lequel la valeur du marché excède le prix d'achat des actions visées par ladite option ou, selon certaines modalités, souscrire à des actions classe B de la Société au prix d'exercice. La valeur du marché est définie par la moyenne des cours de clôture des cinq derniers jours de Bourse précédant le jour auquel l'option est levée. Les options octroyées avant janvier 2006 sont normalement acquises en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi. Depuis janvier 2006, à l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération n'en décide autrement au moment de l'octroi, les options octroyées sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des modalités suivantes :

- i) en portions égales sur une période de cinq ans, dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi;
- ii) en portions égales sur une période de quatre ans, dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi;
- iii) en portions égales sur une période de trois ans, dont la première tranche de 33 1/3 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

Au cours des exercices 2012 et 2011, la Société n'a octroyé aucune nouvelle option en vertu de ce régime.

La Société a constaté un renversement de la charge de rémunération de 159 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (renversement de la charge de rémunération de 1 595 000 \$ en 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants (suite)

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2012 et 2011 des options d'achat d'actions en circulation et des changements réalisés dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2012			2011		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré		Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	
Solde au début de l'exercice	833 610	16,35	\$	833 610	16,35	\$
Annulées	(14 189)	16,84		—	—	
Solde à la fin de l'exercice	819 421	16,34	\$	833 610	16,35	\$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	819 421	16,34	\$	720 266	16,59	\$

Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options pouvant être exercées		
	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2012	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2012	Prix d'exercice moyen pondéré	
14,50 \$ à 16,40 \$	628 412	4,43	14,95 \$	628 412	14,95 \$	
20,50 \$ à 21,38 \$	191 009	1,86	20,91	191 009	20,91	
14,50 \$ à 21,38 \$	819 421	3,83	16,34 \$	819 421	16,34 \$	

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

21. CAPITAL-ACTIONS (suite)

Régime d'options d'achat d'actions classe B à l'intention des dirigeants (suite)

La juste valeur des options d'achat d'actions du régime d'options de la Société a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en circulation du régime d'options d'achat d'actions de la Société aux 31 décembre 2012 et 2011 :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Taux d'intérêt sans risque	1,13 %	1,05 %
Volatilité prévue	37,05 %	36,26 %
Durée restante prévue	1,4 année	1,9 année

La volatilité prévue est basée sur la volatilité historique du prix des actions classe B de la Société pour une période équivalente à la durée restante prévue des options. La durée restante prévue des options octroyées représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation. Le taux d'intérêt sans risque sur la durée restante prévue de l'option est basé sur la courbe de rendement du gouvernement du Canada en vigueur au moment de l'évaluation.

Aux 31 décembre 2012 et 2011, la valeur intrinsèque des passifs pour lesquels les options ont été acquises était nulle.

Résultat par action

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	2012	2011
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(4 112 000) \$	25 603 000 \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires (en dollars)	(0,17) \$	1,08 \$

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, 819 421 options d'achat d'actions classe B n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat par action dilué (833 610 options d'achat d'actions classe B en 2011) étant donné que leur prix d'exercice était supérieur au cours moyen de l'action.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

22. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS DE QUÉBECOR MÉDIA

En vertu d'un régime d'options d'achat d'actions créé par Québecor Média, des options ont été octroyées aux membres de la haute direction de la Société. Chaque option peut être exercée au cours des 10 années suivant la date de l'octroi, à un prix d'exercice n'étant pas inférieur à la juste valeur des actions ordinaires de Québecor Média, au moment de l'octroi, telle que déterminée par le conseil d'administration de Québecor Média (advenant que les actions ordinaires de Québecor Média ne soient pas inscrites à une bourse reconnue au moment de l'octroi) ou le cours moyen pondéré des cinq jours de bourse précédant la date d'octroi des actions ordinaires de Québecor Média sur les marchés boursiers où ces actions sont inscrites. Tant et aussi longtemps que les actions ordinaires de Québecor Média ne sont pas inscrites à une bourse reconnue, les options acquises sont exerçables uniquement durant les périodes suivantes : du 1^{er} mars au 30 mars; du 1^{er} juin au 29 juin; du 1^{er} septembre au 29 septembre; et du 1^{er} décembre au 30 décembre de chaque année. De plus, au moment de la levée d'une option, les détenteurs d'options peuvent, à leur discrétion : i) demander que la plus-value des actions sous-jacentes à une option acquise leur soit versée ou ii) souscrire, sous certaines conditions, à des actions ordinaires de Québecor Média.

À l'exception de certaines circonstances et à moins que le comité de rémunération de Québecor Média n'en décide autrement, les options sont acquises sur une période de cinq ans selon l'une des méthodes suivantes, déterminée par le comité de rémunération au moment de l'octroi : i) en portions égales sur une période de cinq ans dont la première tranche de 20 % est acquise un an suivant la date de l'octroi; ii) en portions égales sur une période de quatre ans dont la première tranche de 25 % est acquise deux ans suivant la date de l'octroi; ou iii) en portions égales sur une période de trois ans dont la première tranche de 33 1/3 % est acquise trois ans suivant la date de l'octroi.

La Société a constaté une charge de rémunération de 482 000 \$ relativement à ce programme au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 (26 000 \$ en 2011).

Un sommaire de la situation aux 31 décembre 2012 et 2011 des options d'achat d'actions octroyées aux membres de la haute direction de la Société et des changements réalisés dans les exercices terminés à ces dates est présenté ci-dessous :

	2012			2011		
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré		Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	
Solde au début de l'exercice	393 252	46,66	\$	387 482	46,33	\$
Octroyées	–	–		21 000	50,23	
Exercées	(168 836)	46,57		(15 230)	43,32	
Options liées à des cadres de SUN News (note 25)	(11 000)	50,10		–	–	
Solde à la fin de l'exercice	213 416	46,55	\$	393 252	46,66	\$
Options pouvant être exercées à la fin de l'exercice	49 291	45,99	\$	124 074	46,14	\$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

22. RÉGIME D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS DE QUÉBECOR MÉDIA (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2012, 168 836 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 986 000 \$ (15 230 options d'achat d'actions pour 108 000 \$ en 2011).

Fourchette des prix d'exercice	Nombre d'options en cours au 31 décembre 2012	Durée de vie contractuelle moyenne pondérée à courir	Options en cours		Options pouvant être exercées	
			Prix d'exercice moyen pondéré		Nombre d'options pouvant être exercées au 31 décembre 2012	Prix d'exercice moyen pondéré
31,92 \$ à 46,48 \$	168 875	7,04	46,17	\$	14 750	42,94 \$
47,29 \$ à 50,37 \$	44 541	5,65	47,98		34 541	47,29
31,92 \$ à 50,37 \$	213 416	6,75	46,55	\$	49 291	45,99 \$

La juste valeur des options d'achat d'actions du régime d'options de Québecor Média a été estimée au moyen du modèle d'évaluation d'options Black-Scholes. Les hypothèses moyennes pondérées suivantes ont été utilisées pour estimer la juste valeur de toutes les options d'achat d'actions en circulation du régime d'options d'achat d'actions de Québecor Média aux 31 décembre 2012 et 2011 :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Taux d'intérêt sans risque	1,27 %	1,19 %
Taux de dividende	1,71 %	1,66 %
Volatilité prévue	23,24 %	29,87 %
Durée restante prévue	2,8 années	3,0 années

Puisqu'en date du 31 décembre 2012, les actions ordinaires de Québecor Média n'étaient pas cotées sur un marché boursier, la volatilité prévue découle de la volatilité implicite des actions de la société mère de Québecor Média. La durée restante prévue des options octroyées représente la période de temps au cours de laquelle les options attribuées devraient être en circulation. Le taux d'intérêt sans risque sur la durée restante prévue de l'option est basé sur la courbe de rendement du gouvernement du Canada en vigueur au moment de l'évaluation. Le taux de dividende est basé sur le taux moyen actuel.

Au 31 décembre 2012, la valeur intrinsèque des passifs pour lesquels les options ont été acquises était de 549 000 \$ (300 000 \$ au 31 décembre 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

23. CRÉDITS D'IMPÔT ET AIDE GOUVERNEMENTALE

Les revenus comprennent un montant de 12 134 000 \$ (12 106 000 \$ en 2011) au titre de l'aide gouvernementale à la programmation locale ainsi qu'à la production et à la diffusion de contenu canadien dans les magazines.

Des crédits d'impôts et de l'aide gouvernementale au montant de 2 837 000 \$ (4 000 000 \$ en 2011) ont été comptabilisés en réduction des frais de production des émissions et de coûts liés à la mise en marché de films, lesquels sont inclus dans les charges d'exploitation.

Au 31 décembre 2012, les avances reçues pour de l'aide gouvernementale totalisent 411 000 \$ (549 000 \$ en 2011) et sont présentées dans les droits de distribution à payer qui figurent sous la rubrique « Autres éléments de passif ». Les revenus reportés incluent un montant de 1 550 000 \$ (213 000 \$ en 2011) lié à l'aide financière pour la production et la diffusion de contenu canadien dans les magazines.

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE

Les régimes de retraite à l'intention des employés cadres et syndiqués de la Société comportent un volet à prestations définies, de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un volet à cotisations définies. La Société offre aux cadres supérieurs un régime de retraite de type salaire de fin de carrière, indexé avant et après la retraite, ainsi qu'un régime excédentaire non indexé après la retraite, dont les prestations compensent l'effet des limites fiscales. Les prestations de retraite de certains employés de TVA Publications inc. (« TVA Publications ») sont de type salaire de carrière indexé avant et après la retraite. La politique de la Société est de maintenir les cotisations à un niveau permettant de pourvoir aux prestations.

La Société offre également aux employés retraités admissibles des avantages complémentaires à la retraite. Les coûts de ces avantages, qui sont essentiellement des prestations de soins de santé, sont comptabilisés durant la période de service actif de l'employé.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Les tableaux suivants présentent les informations relatives aux régimes à prestations définies et font le rapprochement entre la variation des obligations découlant des régimes et la juste valeur des éléments d'actif des régimes pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011 :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Variation des obligations au titre des prestations constituées				
Obligations au titre des prestations constituées au début de l'exercice	202 864 \$	182 971 \$	1 736 \$	1 630 \$
Coût des prestations au titre des services rendus	4 945	4 024	3	4
Frais d'intérêts	9 738	9 700	66	55
Cotisations des participants	3 150	2 866	–	–
Perte actuarielle	12 582	14 540	44	147
Prestations payées	(8 491)	(11 237)	(126)	(100)
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	224 788 \$	202 864 \$	1 723 \$	1 736 \$
Variation de l'actif des régimes				
Juste valeur de l'actif des régimes au début de l'exercice	166 993 \$	163 836 \$	– \$	– \$
Rendement réel sur l'actif des régimes	16 736	1 499	–	–
Cotisations de l'employeur	11 597	10 029	126	100
Cotisations des participants	3 150	2 866	–	–
Prestations payées	(8 491)	(11 237)	(126)	(100)
Juste valeur de l'actif des régimes à la fin de l'exercice	189 985 \$	166 993 \$	– \$	– \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Les actifs des régimes sont constitués des éléments suivants :

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
Titres de capitaux propres	56,5	%	57,1	%
Titres de créances	40,8		40,9	
Autres	2,7		2,0	
	100,0	%	100,0	%

Aux 31 décembre 2012 et 2011, des actions ordinaires de Québecor étaient comprises dans les titres de capitaux propres susmentionnés et comptaient respectivement pour 609 000 \$ (0,3 % des actifs des régimes) et 725 000 \$ (0,4 % des actifs des régimes).

Le rapprochement de l'état de la capitalisation avec le passif au titre des prestations constituées comptabilisé dans les bilans consolidés se détaille comme suit :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Rapprochement de l'état de la capitalisation				
Obligations non capitalisées au titre des prestations constituées	(2 461) \$	(2 213) \$	(1 723) \$	(1 736) \$
Obligations capitalisées au titre des prestations constituées	(222 327)	(200 651)	-	-
Juste valeur de l'actif régime	189 985	166 993	-	-
Déficit des régimes	(34 803)	(35 871)	(1 723)	(1 736)
Coût des prestations pour services passés – portion non acquise	-	1 250	-	-
Passif au titre des prestations constituées, sous la rubrique « Autres éléments de passif »	(34 803) \$	(34 621) \$	(1 723) \$	(1 736) \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Les éléments des écarts actuariels sont les suivants :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Différence entre le rendement attendu et réel de l'actif des régimes :				
Gain (perte)	5 016 \$	(10 006) \$	– \$	– \$
En proportion de l'actif des régimes	2,6 %	(6,0) %	– %	– %
Perte liée à l'expérience sur le passif des régimes :				
Perte	(12 582) \$	(14 540) \$	(40) \$	(147) \$
En proportion du passif des régimes	5,6 %	7,2 %	2,3 %	8,5 %

Les éléments du coût net des régimes sont les suivants :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Coût des prestations au titre des services rendus	4 945 \$	4 024 \$	3 \$	4 \$
Frais d'intérêts	9 738	9 700	66	55
Rendement attendu sur l'actif des régimes	(11 720)	(11 505)	–	–
Coût net des prestations au titre des services antérieurs de l'exercice	1 250	1 251	–	–
Autres	–	–	–	(237)
Coût net des prestations	4 213 \$	3 470 \$	69 \$	(178) \$

Le coût relatif aux régimes de retraite à cotisations définies pour l'exercice 2012 se chiffrait à 3 488 000 \$ (3 264 000 \$ en 2011).

Les cotisations de l'employeur prévues pour les régimes de retraite à prestations définies et les régimes d'avantages complémentaires à la retraite de la Société seront de 11 040 000 \$ en 2013 (des contributions de 11 723 000 \$ ont été payées en 2012).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Hypothèses

L'hypothèse de rendement attendu à long terme sur l'actif des régimes est choisie en identifiant, dans un premier temps, les taux de rendement à long terme de chacune des catégories d'actifs importantes. La stratégie d'investissement de la Société quant aux actifs des régimes prend en considération un nombre de facteurs, y compris l'horizon de temps des obligations liées aux régimes de retraite et du risque d'investissement. Une fourchette d'affectation par catégorie d'actifs a été développée et est utilisée pour la répartition de l'actif des régimes entre les titres de capitaux propres et les titres de créances afin de maximiser le rendement à long terme. Le choix du taux de rendement à long terme attendu est basé sur l'historique des rendements à long terme antérieurs et l'anticipation présente des rendements futurs. De plus, ce choix prend en compte le taux d'inflation et le fait qu'une gestion active est utilisée pour chaque catégorie d'actifs. Un taux unique de rendement sur l'actif des régimes est par la suite calculé selon le rendement moyen pondéré sur chaque catégorie d'actifs.

La Société choisit son hypothèse pour le taux d'actualisation qui est utilisé afin de déterminer le coût annuel des prestations et les frais d'intérêts, en se basant sur un index des rendements des obligations de sociétés de première catégorie et une analyse de la courbe de rendement correspondante selon les durations des régimes à la date d'évaluation.

Les hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer les obligations liées aux régimes de la Société aux 31 décembre 2012 et 2011 sont les suivantes :

	Prestations de retraite		Avantages complémentaires à la retraite	
	2012	2011	2012	2011
Obligations au titre des prestations constituées				
Taux à la fin de l'exercice :				
Taux d'actualisation	4,40 %	4,75 %	4,40 %	4,75 %
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50
Coût des prestations périodiques				
Taux à la fin de l'exercice précédent :				
Taux d'actualisation	4,75 %	5,25 %	4,75 %	5,25 %
Rendement attendu sur l'actif des régimes	7,00	7,00	–	–
Taux d'augmentation de la rémunération	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50	3,25 – 3,50

La tendance du taux présumé du coût des soins de santé utilisé dans le calcul de l'obligation au titre des avantages complémentaires à la retraite constitués était de 7,8 % à la fin de 2012. Selon les prévisions, le coût devrait diminuer graduellement au cours des quatorze prochaines années pour s'établir à 5,0 % et demeurer à ce niveau par la suite.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

24. RÉGIMES DE RETRAITE ET AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES À LA RETRAITE (suite)

Analyses de sensibilité

Une diminution de 25 points de base du taux d'actualisation (au début de l'exercice, ce qui a un impact sur les résultats, et à la fin de l'exercice, ce qui a un impact sur le résultat global) et du taux de rendement attendu sur l'actif des régimes aurait les impacts suivants, avant impôts sur le bénéfice, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 :

Augmentation (diminution)	Prestations de retraite			Avantages complémentaires à la retraite		
	Obligation au bilan	Bénéfice	Autres éléments du résultat global	Obligation au bilan	Bénéfice	Autres éléments du résultat global
Taux d'actualisation	9 273 \$	(226) \$	(9 273) \$	71 \$	– \$	(71) \$
Rendement attendu sur l'actif des régimes	–	(419)	419	–	–	–

25. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants sont composés des membres du conseil d'administration de la Société et des membres de la haute direction. Leur rémunération est la suivante :

	2012	2011
Salaires et avantages à court terme	4 030 \$	4 480 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	598	666
Rémunération à base d'actions	291	(1 602)
Autres avantages à long terme	613	663
	5 532 \$	4 207 \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

25. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Revenus et charges d'exploitation

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été conclues selon des modalités équivalentes à celles qui existent dans le cas d'opérations soumises à des conditions de concurrence normale et ont été comptabilisées selon la contrepartie convenue entre les parties.

- La Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un montant total de 78 743 000 \$ (64 256 000 \$ en 2011).
- La Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un total de 35 005 000 \$ (30 565 000 \$ en 2011). De plus, le bilan consolidé inclut des droits de diffusion à payer présentés dans le passif à court terme s'élevant à 100 000 \$ aux 31 décembre 2012 et 2011 auprès de ces mêmes sociétés.
- La Société a comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 320 000 \$ (4 320 000 \$ en 2011).

Autres opérations

Tel que mentionné à la note 8, la Société et Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère, Québecor Média, ont constitué, au cours de l'exercice 2010, une nouvelle société en nom collectif, SUN News. La Société détenait alors une participation de 51 % alors que Corporation Sun Media détenait une participation de 49 %. Les résultats de cette société en nom collectif étaient consolidés à 100 % dans les résultats de la Société et la participation de Corporation Sun Media était enregistrée sous la rubrique « Participation ne donnant pas le contrôle » à l'état consolidé des résultats. Le 30 juin 2012, la Société a vendu une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media pour un montant de 765 000 \$. La Société détient maintenant une participation de 49 % dans SUN News alors que Corporation Sun Media détient 51 %. La différence entre le montant versé et la valeur comptable de cette participation a entraîné un gain de 581 000 \$ qui a été comptabilisé dans le surplus d'apport. Suite à la perte de contrôle dans cette société, les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012 et le placement dans cette société est dorénavant comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

25. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS (suite)

Autres opérations (suite)

Le tableau suivant fournit le détail de l'actif net de SUN News qui a été reclassé comme placement selon la méthode de la mise en équivalence à la date de déconsolidation :

	30 juin 2012
Actif à court terme	
Espèces	430 \$
Débiteurs et autres actifs à court terme	2 792
	3 222
Actif à long terme	
Immobilisations	8 873
Actifs incorporels	650
	12 745
Passif à court terme	
Créditeurs et charges à payer	3 555
Actif net	9 190
Participation de Corporation Sun Media	(4 687)
Placement selon la méthode de la mise en équivalence	4 503 \$

Au cours de l'exercice 2012, une contribution totale de 15 250 000 \$ (20 500 000 \$ en 2011) a été effectuée par les sociétaires, dont une mise de fonds de 7 633 000 \$ par Corporation Sun Media (10 045 000 \$ en 2011).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

26. ENGAGEMENT ET GARANTIES

a) Contrats de location et ententes d'achat

La Société s'est engagée en vertu de contrats de location-exploitation, principalement pour des locaux et des équipements ainsi que pour des contrats d'acquisition de services, de droits de distribution et de diffusion, d'immobilisations et d'actifs incorporels représentant des paiements totaux de 114 507 000 \$, dont 8 528 000 \$ avec des sociétés apparentées. Les contrats de location ont divers termes, clauses d'indexation, options d'achat et droits de renouvellement. Les paiements minimaux pour les années futures s'établissent comme suit :

	Contrats de location		Droits de diffusion et de distribution		Autres
2013	1 173	\$	44 978	\$	10 072
2014 à 2017	3 354		40 766		10 624
2018 et ultérieurement	2 772		–		768

Les dépenses liées aux contrats de location-exploitation de la Société et ses filiales s'établissent à 2 402 000 \$ en 2012 (4 820 000 \$ en 2011) et ont été constatées à titre de charge d'exploitation dans les états consolidés des résultats.

b) Garanties

La Société a garanti une partie des valeurs résiduelles de certains des actifs loués en vertu de contrats de location-exploitation pour le bénéfice du bailleur. Si la juste valeur des actifs loués, à la fin de la durée des contrats de location-exploitation respectifs dont ils font l'objet, est inférieure à leur valeur résiduelle garantie, la Société devra alors compenser le bailleur, sous réserve de certaines conditions, pour une partie du manque à gagner. Au 31 décembre 2012, l'obligation maximale à l'égard de ces garanties totalise approximativement 310 000 \$ et la Société n'a pas constaté de montant au bilan consolidé relativement à ces garanties. La Société n'a effectué aucun paiement relativement à ces garanties au cours des exercices précédents.

Dans le cours normal de ses activités, la Société conclut avec des tiers des ententes d'indemnisation dans le cadre de certaines transactions, telles que des contrats d'acquisitions, des ententes de services et des contrats de location. Ces ententes obligent la Société à indemniser un tiers pour les dépenses engagées en regard de circonstances spécifiques. Les termes de ces indemnisations peuvent varier d'une transaction à l'autre en fonction des clauses incluses dans l'entente. La nature de ces ententes d'indemnisation empêche la Société d'estimer de façon raisonnable le montant maximal potentiel qu'elle pourrait être tenue de verser à un tiers sur l'ensemble de ses engagements. Par ailleurs, des engagements spécifiques à risque s'élevaient à environ 2 600 000 \$ au 31 décembre 2012. La Société n'a pas constaté de passif au bilan consolidé relativement à ces ententes puisqu'elle a l'assurance raisonnable qu'elle ne subira pas d'impact négatif suite à leur mise en application ou résolutions.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Les politiques de gestion des risques financiers de la Société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels la Société est confrontée, de fixer des contrôles et des limites de risques appropriés, et de superviser les risques et le respect des limites. Les politiques de gestion des risques sont revues au besoin afin de refléter les changements de conditions du marché et des activités de la Société.

La Société et ses filiales utilisent des instruments financiers et, par conséquent, sont exposées au risque de crédit, au risque de liquidité et au risque de marché découlant des variations de taux de change et de taux d'intérêt.

a) Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des débiteurs de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme prêts et créances), des créditeurs, des charges à payer et des provisions de tierces parties et des sociétés apparentées ainsi que des droits de diffusion et de distribution à payer (classés comme autres passifs financiers) se rapproche de leur juste valeur étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an ou sont dus sur demande. La juste valeur des autres placements n'a pas pu être déterminée, car il n'existe pas de prix coté sur un marché organisé pour ces types de placements.

La juste valeur de la dette à long terme est fondée sur le calcul des flux de trésorerie actualisés en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments financiers similaires comportant la même échéance.

La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme aux 31 décembre 2012 et 2011 sont les suivantes :

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Acceptations bancaires	– \$	– \$	17 982 \$	18 200 \$
Prêt à terme	75 000	78 400	75 000	80 400

La Société a considéré la hiérarchie des évaluations à la juste valeur selon l'*IFRS 7, Instruments financiers – informations à fournir*. Cette hiérarchie reflète l'importance des données utilisées pour évaluer ses autres instruments financiers comptabilisés à la juste valeur dans les bilans consolidés et se détaille comme suit :

- niveau 1 : les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- niveau 2 : les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix);
- niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

La juste valeur de l'encaisse et du découvert bancaire classés comme détenus à des fins de transaction est déterminée en utilisant les données du niveau 1.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

b) Gestion du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société subisse une perte lorsqu'elle est exposée à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement d'obligations contractuelles par des tierces parties.

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. Au 31 décembre 2012, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit propre à ses clients. Le solde des comptes clients de la Société est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité. La Société ne croit donc pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou important. Au 31 décembre 2012, 5,57 % des comptes clients étaient impayés depuis plus de 120 jours après la date de facturation (4,35 % au 31 décembre 2011). De plus, au 31 décembre 2012, la provision pour créances douteuses s'élevait à 1 100 000 \$ (1 186 000 \$ au 31 décembre 2011).

Le tableau suivant présente les changements à la provision pour créances douteuses pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011 :

	2012	2011
Solde au début de l'exercice	1 186 \$	3 035 \$
Variation comptabilisée à l'état des résultats	602	(521)
Utilisation	(649)	(1 328)
Provision pour créances douteuses liée à SUN News (note 25)	(39)	–
Solde à la fin de l'exercice	1 100 \$	1 186 \$

c) Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles viennent à échéance ou le risque que ces obligations soient rencontrées à un coût excessif. La Société et ses filiales s'assurent qu'elles ont suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes et de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et remboursements de dettes, les contributions aux fonds de pension, les dividendes et les rachats d'actions.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

c) Gestion du risque de liquidité (suite)

Au 31 décembre 2012, les obligations et les échéances des passifs financiers de la Société se détaillent comme suit :

	Total	Moins de 1 an	1 à 3 ans	3 à 5 ans
Créditeurs et charges à payer	89 715	\$ 89 715	\$ –	\$ –
Droits de diffusion et de distribution à payer	18 269	16 966	1 303	–
Dette à long terme	75 000	–	75 000	–
Paievements d'intérêts	9 798	4 505	4 855	438
Total	192 782	\$ 111 186	\$ 81 158	\$ 438

d) Risque du marché

Le risque du marché est le risque que les variations de valeur du marché dues à des fluctuations des taux de change et des taux d'intérêt affectent les revenus de la Société ou la valeur de ses instruments financiers. L'objectif d'une gestion du risque de marché est de limiter et de contrôler l'exposition à ce risque à l'intérieur de paramètres acceptables.

Risque de change

La Société est exposée à un risque de change limité sur les revenus et les dépenses compte tenu du faible volume de transactions effectuées dans des devises autres que le dollar canadien. La devise la plus transigée est le dollar américain et il est utilisé principalement pour certains achats de droits de distribution, de dépenses en immobilisations et dans la perception de revenus avec certains clients. Compte tenu du faible volume de transactions en devises, la Société ne voit pas la nécessité d'utiliser une couverture de change. Par conséquent, la sensibilité de la Société à l'égard de la variation des taux de change est limitée. Une augmentation ou une diminution de 1 % dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain aurait un impact non matériel sur le bénéfice net.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme. La Société détient une partie importante de sa dette à long terme à taux fixe, ce qui limite de façon importante le risque lié à la variation de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2012, la dette à long terme de la Société comprenait une portion de 100 % (81 % au 31 décembre 2011) de dette à taux fixe et aucune dette à taux variable (une portion de 19 % de dette à taux variable au 31 décembre 2011).

Une augmentation (diminution) de 100 points de base dans le taux des acceptations bancaires canadien à la fin du présent exercice n'aurait eu aucun impact puisque la seule facilité de crédit de la Société portant intérêt à taux variable était inutilisée.

La Société revoit sa situation régulièrement afin de s'assurer que les risques n'ont pas changé.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

27. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS (suite)

e) Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société dans sa gestion du capital sont :

- de préserver la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation afin de continuer à donner un rendement à ses actionnaires;
- de maintenir une base optimale de sa structure de capital afin de répondre aux besoins en capitaux dans les différents secteurs d'activités, y compris les occasions de croissance et le maintien de la confiance des investisseurs et des créanciers.

La Société gère sa structure du capital en tenant compte des caractéristiques des risques liés aux actifs sous-jacents de ses secteurs et selon les exigences requises, s'il y a lieu. La gestion de la structure du capital comprend l'émission de nouvelles dettes ou le remboursement de sa dette actuelle par l'utilisation d'entrées d'argent générées à l'interne, les montants de distribution aux actionnaires sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, l'émission de nouveau capital-actions sur le marché et l'apport d'ajustements à son programme de dépenses en immobilisations. À l'exception de la cessation de versement de dividendes, la stratégie de la Société est demeurée inchangée en regard de l'exercice précédent.

La structure du capital de la Société est composée des capitaux propres, d'un découvert bancaire et d'une dette à long terme, moins les espèces.

La structure du capital se présente comme suit :

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Découvert bancaire	– \$	3 980 \$
Dette à long terme	75 000	92 982
Espèces	(10 619)	(1 756)
Passif net	64 381	95 206
Capitaux propres	266 545 \$	281 029 \$

À l'exception des exigences de ratios financiers requises dans ses conventions de crédit, la Société n'est assujettie à aucune autre exigence externe sur le capital. Au 31 décembre 2012, la Société respecte les conditions relatives à ses conventions de crédit.

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

28. INFORMATION SECTORIELLE

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- **Le secteur de la télévision** inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Création, TVA Nouvelles, TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- **Le secteur de l'édition** inclut les activités de TVA Publications, une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation des produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

Les éléments intersectoriels représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activités de la Société en ce qui a trait aux revenus et aux dépenses.

Les secteurs isolables déterminés par la direction de la Société sont des unités d'exploitation stratégiques qui offrent des biens et services divers. Ils sont gérés séparément, entre autres, parce que chaque secteur exige des stratégies de mise en marché différentes.

Les conventions comptables pour ces secteurs sont les mêmes que celles utilisées par la Société dans son ensemble (note 1).

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

28. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

				2012
	Télévision	Édition	Éléments intersectoriels	Total
Revenus	394 075 \$	67 357 \$	(4 066) \$	457 366 \$
Achats de biens et services	212 884	44 274	(4 066)	253 092
Coûts liés au personnel	140 401	18 316	–	158 717
Bénéfice d'exploitation ¹	40 790	4 767	–	45 557
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels				20 342
Charges financières				5 465
Dépréciation de l'écart d'acquisition				32 200
Gain sur disposition d'entreprises				(12 881)
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres				117
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part de la perte dans les entreprises associées				314 \$
Acquisitions d'immobilisations	19 349 \$	2 481 \$	– \$	21 830 \$
Acquisitions d'actifs incorporels	2 462 \$	803 \$	– \$	3 265 \$
Actif total	448 529 \$	53 442 \$	– \$	501 971 \$

GROUPE TVA INC.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS (suite)

Exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars, sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

28. INFORMATION SECTORIELLE (suite)

	2011			
	Télévision	Édition	Éléments intersectoriels	Total
Revenus	378 854 \$	70 622 \$	(3 981) \$	445 495 \$
Achats de biens et services	204 637	42 279	(3 981)	242 935
Coûts liés au personnel	134 273	17 763	–	152 036
Bénéfice d'exploitation ¹	39 944	10 580	–	50 524
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels				17 437
Charges financières				5 947
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres				1 665
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans l'entreprise associée				25 475 \$
Acquisitions d'immobilisations	29 896 \$	120 \$	– \$	30 016 \$
Acquisitions d'actifs incorporels	4 964 \$	866 \$	– \$	5 830 \$
Actif total	449 943 \$	83 910 \$	– \$	533 853 \$

¹ Le chef de la direction utilise le bénéfice d'exploitation comme mesure du profit pour évaluer la performance de chaque secteur. Le bénéfice d'exploitation est une mesure non normalisée selon les IFRS et est définie comme étant le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition d'entreprises, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle.

GROUPE TVA INC.
Rapport de gestion annuel
Pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films, en production commerciale et dans le télé-achat. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter huit services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion et, depuis le 30 juin 2012, dans le service spécialisé de langue anglaise SUN News Network « SUN News ». En édition, Groupe TVA publie plus de 75 magazines, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Elle offre aussi des services d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia, favorisant le rayonnement des marques de commerce de ses clients par le média imprimé. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion couvre les principales activités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices terminés les 31 décembre 2012, 2011 et 2010 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »).

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Le rapport de gestion devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés préparés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de chacun des secteurs de la Société sont les suivantes :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Création, TVA Nouvelles, TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications, une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2011

- Le 6 février 2013, les forces créatives et de programmation de Groupe TVA se sont jointes à QMI Contenu, une nouvelle division de QMI, qui aura comme mandat de créer, développer, acquérir, diffuser et exporter des contenus audiovisuels.
- Le 1^{er} février 2013, la chaîne « Mlle » a été renommée « Moi&cie ». La nouvelle identité de la chaîne, spécialement conçue pour les femmes québécoises, s'ancre avec la même mission, la même cible et les mêmes valeurs qu'elle partage avec le magazine « Moi&cie ».
- Le 1^{er} août 2012, la division TVA Boutiques a mis fin aux activités de sa chaîne câblée « Télé-achat » qui était diffusée sur les réseaux de Vidéotron et de Cogeco au Québec, sans toutefois interrompre la diffusion de l'émission « Shopping TVA » sur le Réseau TVA ainsi que ses activités de ventes en ligne.
- Le 18 juillet 2012, le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (« CRTC ») a annoncé l'abolition progressive du Fonds pour l'amélioration de la programmation locale (« FAPL ») d'ici le 31 août 2014. Plus précisément, le CRTC a prévu pour l'année de radiodiffusion 2012-2013, de réduire le taux de contribution de 1,5 % à 1 %, pour l'année de radiodiffusion 2013-2014, de réduire le taux de contribution à 0,5 % et de supprimer le FAPL à compter du 1^{er} septembre 2014. Pour la période du 1^{er} septembre 2011 au 31 août 2012, la Société a reçu une contribution de 6 400 000 \$.
- Le 28 juin 2012, le CRTC a approuvé la vente d'une participation de 2 % dans la Société en nom collectif SUN News Network « SUN News » de Groupe TVA en faveur de Corporation Sun Media. Cette transaction a été finalisée le 30 juin 2012.
- Le 31 mai 2012, la transaction visant la vente des participations de la Société dans les services spécialisés « The Cave » et « Mystery TV » à Shaw Media Global Inc. a été finalisée.
- Durant le second trimestre de 2012, de nouvelles ententes de distribution de la chaîne « LCN » ont été signées avec de nombreux distributeurs favorisant une diffusion élargie de ce service ainsi que des redevances à la hausse.
- Le 11 avril 2012, les nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec (loi 88) ont été publiés dans la Gazette Officielle du Québec et sont entrés en vigueur le même jour. Compte tenu que ces tarifs affectent défavorablement les coûts d'exploitation actuels et futurs du secteur de l'édition, la Société a réévalué son plan d'affaires de ce secteur et a procédé, au premier trimestre de 2012, à une dépréciation de 32 200 000 \$ de son écart d'acquisition.
- Le 1^{er} mars 2012, la Société a annoncé qu'elle avait conclu une entente d'importance avec Rogers Communications dans le but d'offrir à ses clients les chaînes SUN News et « TVA Sports » ainsi que le contenu du Réseau TVA sur les plateformes de vidéo sur demande, mobile et Web de Rogers Communications.
- Le 24 février 2012, la Société a complété le renouvellement de son crédit rotatif de 100 000 000 \$ pour un terme de cinq ans à des conditions similaires à celui existant, exception faite du coût de crédit qui a été renégocié favorablement par la Société.

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. Elle utilise ces mesures financières hors IFRS car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de

gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et des actifs incorporels, les charges financières, la dépréciation de l'écart d'acquisition, le gain sur disposition d'entreprises, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, les impôts sur le bénéfice, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice d'exploitation avec (la perte nette) le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés de la Société.

Tableau 1

Conciliation du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec la (perte nette) le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué(e) aux états financiers consolidés
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre		Trois mois terminés les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation :				
Télévision	40 790 \$	39 944 \$	19 103 \$	18 097 \$
Édition	4 767	10 580	1 863	2 560
	45 557	50 524	20 966	20 657
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	20 342	17 437	4 970	4 909
Charges financières	5 465	5 947	1 304	1 570
Dépréciation de l'écart d'acquisition	32 200	-	-	-
Gain sur disposition d'entreprises	(12 881)	-	-	-
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	117	1 665	-	1 032
Impôts sur le bénéfice	5 449	9 613	3 407	4 264
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées	3 391	(574)	1 859	(289)
Participation ne donnant le contrôle	(4 414)	(9 167)	-	(2 297)
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(4 112) \$	25 603 \$	9 426 \$	11 468 \$

COMPARAISON DES EXERCICES 2012 ET 2011

Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA

Produits d'exploitation de 457 366 000 \$, en hausse de 11 871 000 \$ (2,7 %).

- Hausse de 15 221 000 \$ (4,0 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la hausse de 33,6 % des revenus provenant des services spécialisés francophones, partiellement attribuable aux services « TVA Sports » et « Moi&cie » (anciennement « Mlle ») lancés au courant de l'année 2011.
- Diminution de 3 265 000 \$ (-4,6 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la baisse de 8,3 % des revenus en kiosque et à la baisse de 8,5 % des revenus publicitaires.

Tableau 2

Produits d'exploitation

(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre		Trois mois terminés les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Télévision	394 075 \$	378 854 \$	110 477 \$	114 447 \$
Édition	67 357	70 622	17 384	18 286
Éléments intersectoriels	(4 066)	(3 981)	(857)	(1 097)
	457 366 \$	445 495 \$	127 004 \$	131 636 \$

Bénéfice d'exploitation de 45 557 000 \$, en baisse de 4 967 000 \$ (-9,8 %).

- Hausse de 846 000 \$ (2,1 %) dans le secteur de la télévision (tableau 3) principalement attribuable au fait que les résultats déficitaires de SUN News ne sont plus consolidés avec les résultats de la Société depuis le 1^{er} juillet 2012 (« la vente d'une participation dans SUN News ») et à la croissance du bénéfice d'exploitation de l'ensemble des services spécialisés francophones, excluant la chaîne « TVA Sports » puisque la perte d'exploitation de cette chaîne a eu pour effet de réduire la croissance du bénéfice d'exploitation de 2012 compte tenu qu'elle a été en opération qu'une partie de l'année 2011.
- Baisse de 5 813 000 \$ (-54,9 %) dans le secteur de l'édition (tableau 3) principalement attribuable à l'impact de la comptabilisation de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec (« Éco Entreprises ») et à la baisse des produits d'exploitation de ce secteur durant cette période.

Tableau 3
Bénéfice d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre		Trois mois terminés les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Télévision	40 790 \$	39 944 \$	19 103 \$	18 097 \$
Édition	4 767	10 580	1 863	2 560
	45 557 \$	50 524 \$	20 966 \$	20 657 \$

Perte nette attribuable aux actionnaires de 4 112 000 \$ (-0,17 \$ par action dilué) comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires de 25 603 000 \$ (1,08 \$ par action dilué) à la même période de 2011.

- Cet écart défavorable de 29 715 000 \$ (-1,25 \$ par action dilué) s'explique surtout par :
 - la dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ du secteur de l'édition survenue au premier trimestre 2012;
 - la baisse de 4 967 000 \$ du bénéfice d'exploitation;
 - l'écart défavorable de 4 753 000 \$ dans la participation ne donnant pas le contrôle;
 - l'écart défavorable de 3 965 000 \$ relatif à la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts;
 - la hausse des charges d'amortissement de 2 905 000 \$;

Partiellement compensé par :

- le gain de 12 881 000 \$ réalisé sur la disposition des participations dans les services spécialisés « Mystery TV » et « The Cave »;
 - la baisse de 4 164 000 \$ des impôts sur le bénéfice;
 - la baisse de 1 548 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres.
- Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 20 342 000 \$, soit une hausse de 2 905 000 \$ (16,7 %).

- Cette hausse est principalement attribuable à la croissance des acquisitions en immobilisations et actifs incorporels dans le cadre du plan d'investissement que la Société a mis en place pour effectuer la transition au mode de diffusion et de production en haute définition (HD), le lancement de ses services spécialisés, l'implantation de certains logiciels applicatifs et la mise à niveau de certaines infrastructures immobilières. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'impact de la vente d'une participation dans SUN News.

Charges financières de 5 465 000 \$, soit une baisse de 482 000 \$ (- 8,1 %)

- Cette baisse s'explique principalement par un niveau d'endettement moins élevé, dû principalement à l'encaissement du produit de disposition lié à la vente des participations de « Mystery TV » et « The Cave » au deuxième trimestre 2012.

Dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ enregistrée au premier trimestre 2012 sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de l'édition.

- À la suite de l'adoption en 2012 des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 relatifs à Éco Entreprises, les coûts d'exploitation de ce secteur ont été affectés défavorablement et la Société a dû revoir son plan d'affaires et effectuer un test de dépréciation sur l'UGT de l'édition. La Société a conclu que la valeur recouvrable était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de 32 200 000 \$ a été comptabilisée au cours du premier trimestre 2012.

Gain sur disposition d'entreprises de 12 881 000 \$ avant impôts, enregistré au second trimestre 2012 à la suite de la conclusion de la vente de la participation de 51 % détenue par la Société dans le service spécialisé « The Cave » et de la participation de 50 % détenue par la Société dans le service spécialisé « Mystery TV » à l'autre sociétaire de ces coentreprises, soit Shaw Media Global Inc. La transaction a été finalisée le 31 mai 2012 et le produit de disposition final a été de 20 963 000 \$.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 117 000 \$ pour l'exercice 2012 comparativement à une charge de 1 665 000 \$ pour la même période de 2011.

- Au premier trimestre 2012, la Société a enregistré une provision de 117 000 \$ pour frais de rationalisation des activités d'exploitation, à la suite de l'abolition de plusieurs postes dans le secteur de l'édition.
- En 2011, la Société avait enregistré une charge de dépréciation liée à l'inventaire de droits de diffusion pour un montant de 699 000 \$, une charge liée à l'annulation de contrats de transmission pour un montant de 327 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation de 132 000 \$, à la suite de la cessation de l'exploitation de la station généraliste de langue anglaise SUN TV.
- Au cours de l'exercice 2011, la Société a également enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 668 000 \$ par suite de l'abolition de plusieurs postes dans le secteur de la télévision. De plus, la Société a procédé à une réévaluation à la baisse d'une provision liée aux activités de production d'une ancienne filiale pour un montant de 161 000 \$.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 5 449 000 \$ (taux d'imposition effectif de 1 735,4 %) pour l'exercice 2012 comparativement à 9 613 000 \$ (taux d'imposition effectif de 37,7 %) pour la même période de 2011.

- La hausse du taux d'imposition en 2012 par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société qui lui s'établit à 26,9 % s'explique principalement par l'effet net de la dépréciation non déductible de l'écart d'acquisition et de l'utilisation de pertes en capital non enregistrées aux livres de la Société pour éliminer l'imposition du gain sur disposition d'entreprises.
- En 2011, la hausse de ce taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 28,4 % s'expliquait essentiellement par la part de Corporation Sun Media dans les économies d'impôts découlant des pertes d'exploitation de SUN News ainsi que par l'écart permanent relié aux éléments non déductibles.

Part de la perte dans les entreprises associées après impôts de 3 391 000 \$ pour l'exercice 2012, contre une part du bénéfice dans les entreprises associées après impôts de 574 000 \$ pour l'exercice précédent, soit un écart défavorable de 3 965 000 \$.

- Cet écart s'explique principalement par la quote-part de la Société dans les résultats financiers de SUN News depuis le 1^{er} juillet 2012 (voir section « SUN News »), compensé en partie par des résultats d'exploitation favorables d'une société du domaine de la télévision, par rapport à la même période de 2011.

Participation ne donnant pas le contrôle de 4 414 000 \$ pour l'exercice 2012, contre 9 167 000 \$ pour l'exercice précédent.

- La participation ne donnant pas le contrôle représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de SUN News, avant le 1^{er} juillet 2012.

Analyse par secteur d'activités

Télévision

Produits d'exploitation de 394 075 000 \$, soit une augmentation de 15 221 000 \$ (4,0 %), principalement attribuable aux éléments suivants :

- Hausse de 54,4 % des revenus d'abonnement des services spécialisés francophones:
 - les nouvelles chaînes « TVA Sports » et « Moi&Cie » s'accaparent respectivement de 60,1 % et 11,3 % de cette hausse;
 - la chaîne « Yoopla » a connu une croissance de 77,8 %;
 - les chaînes « Casa », « LCN », « addik^{TV} » et « Prise 2 » ont connu des croissances respectives de 34,9 %, 16,8 %, 14,2 % et 11,7 % alors que la chaîne « Argent » a connu un recul de 32,4 %;
- Hausse de 8,2 % des revenus publicitaires des services spécialisés francophones principalement due aux chaînes « addik^{TV} » (+68,6 %), « TVA Sports » (+66,1 %) et « Casa » (+37,8 %);

Contrebalancée en partie par :

- L'écart défavorable provenant de la vente des participations dans les chaînes « Mystery TV » et « The Cave » au 31 mai 2012;
- La baisse de 1,0 % des produits d'exploitation du Réseau TVA provenant des revenus autres que ses revenus publicitaires lesquels sont demeurés stables à ceux de l'exercice 2011;

En 2012, les revenus totaux provenant des services spécialisés (excluant SUN News) représentent 21,8 % des revenus totaux du secteur télévision comparativement à 18,6 % en 2011.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, les parts de marché totales de Groupe TVA ont été de 32,2 parts comparativement à 31,6 parts pour la même période de 2011. Cette croissance est principalement attribuable aux canaux spécialisés de Groupe TVA qui ont atteint 8,5 parts pour l'année 2012 comparativement à 7,4 parts en 2011, soit une croissance de 1,1 part ou 14,9 %. Tous nos services spécialisés ont connu une croissance de leurs parts de marché à l'exception de « YOOPA », « Moi&Cie » et « Argent » lesquelles sont demeurés identiques à celles de l'exercice 2011. La chaîne « Prise 2 » a connu une croissance de 0,5 part pour atteindre 1,2 part. Pour sa part, « LCN » a obtenu 4,0 parts de marché comparativement à 3,4 parts pour « RDI », son principal concurrent. Sur l'ensemble du marché francophone, les services spécialisés et payants ont connu une croissance de 1,8 part par rapport à la même période de 2011, alors que les chaînes généralistes ont connu une décroissance de 1,2 part.

Le Réseau TVA a vu ses parts de marché diminuer de 0,5 part comparé à la même période de 2011. De leur côté, la Société Radio-Canada « SRC » a connu une diminution de part de marché de 1,2 part, tandis que le Réseau « V » a connu une augmentation de 0,5 part. Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 23,7 parts de marché, soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. De plus, il a diffusé 23 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant l'année 2012, dont *Céline Dion...sans attendre*, *Le Banquier (Spécial Halloween, Noël Star Académie et Juste pour rire)* et *Star Académie 2012 – Le variété*, qui ont tous atteint plus de 2,0 millions de téléspectateurs.

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

	Année 2012 vs 2011				
	2012	2011	Variation		Écart
Chaînes généralistes francophones :					
TVA	23,7	24,2	- 2,1	%	- 0,5
SRC	11,8	13,0	- 9,2	%	- 1,2
V	8,6	8,1	+6,2	%	+ 0,5
	44,1	45,3	- 2,6	%	- 1,2
Spécialisées et payants francophones :					
TVA	8,5	7,4	+ 14,9	%	+ 1,1
Astral	24,5	23,5	+ 4,3	%	+1,0
Autres	12,8	13,1	- 2,3	%	- 0,3
	45,8	44,0	+ 4,1	%	+1,8
Total anglophones et autres	10,1	10,7	- 5,6	%	- 0,6
Groupe TVA	32,2	31,6	+1,9	%	+ 0,6

Source : Sondages BBM. Québec franco, 1^{er} janvier au 31 décembre 2012, l-d, 2h-2h, t2+.

Charges d'exploitation de 353 285 000 \$, soit une augmentation de 14 375 000 \$ (4,2 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :
 - la hausse de 45,2 % des charges d'exploitation des services spécialisés francophones expliquée principalement par :
 - l'exploitation de « TVA Sports » sur 12 mois en 2012 comparativement à 4 mois en 2011;
 - aux investissements en programmation dans les services spécialisés « Casa », « Moi&Cie » et « addik^{TV} »;

Partiellement compensée par :

- la baisse de 47,0 % des charges d'exploitation combinées de SUN News et « SUN TV » due à la vente de la participation de SUN News ainsi que l'arrêt des opérations de la station « SUN TV » à la mi-avril 2011 et;
- l'écart favorable provenant de la vente des participations dans les chaînes « Mystery TV » et « The Cave » au 31 mai 2012.

Bénéfice d'exploitation de 40 790 000 \$, soit une hausse de 846 000 \$ (2,1 %), expliquée principalement par :

- la réduction de la perte d'exploitation de SUN News liée à la vente d'une participation dans cette dernière;
- la croissance du bénéfice d'exploitation de 36,5 % des services spécialisés francophones, excluant « TVA Sports »;

Partiellement compensées par :

- la perte d'exploitation du service « TVA Sports » sur un exercice complet en 2012 comparativement à quatre mois pour l'exercice 2011.

Analyse de la relation coûts/revenus : les coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) sont relativement stables, passant de 89,5 % pour l'exercice 2011 à 89,6 % pour la même période de 2012.

Édition

Produits d'exploitation de 67 357 000 \$, soit une baisse de 3 265 000 \$ (-4,6 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 8,3 % des revenus en kiosque répartie proportionnellement à l'ensemble des catégories de magazines;
- la baisse de 8,5 % des revenus publicitaires sur l'ensemble des catégories de magazines à l'exception de la catégorie « magazine de services » qui a connu une croissance de 15,5 %;

Partiellement compensées par :

- une hausse des revenus provenant de différents projets de commercialisation de marques et des subventions provenant du nouveau programme de Patrimoine Canada.

Statistiques de lectorat et de parts de marché

- L'ensemble des magazines de TVA Publications détient 45 % des parts de marché des lecteurs québécois francophones cumulées par mois selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau – automne 2012).
- Les hebdomadaires de TVA Publications rejoignent près de 2,0 millions de lecteurs canadiens cumulés par semaine selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau – automne 2012). Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 705 000 lecteurs par semaine.
- TVA Publications est le numéro un de la distribution, détenant 69 % des parts de marché des unités vendues en kiosque des magazines francophones au Québec et 48 % des unités totales (source : Audit Bureau of Circulation au 31 décembre 2012).

Charges d'exploitation de 62 590 000 \$, soit une hausse de 2 548 000 \$ (4,2 %).

- Cette hausse est expliquée principalement par :
 - la comptabilisation d'une charge de 3 477 000 \$ résultant de l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 relatifs à Éco Entreprises dont 2 185 000 \$ est attribuable aux années 2010 et 2011;

Partiellement compensée par :

- une diminution des frais d'imprimerie attribuable à des réductions de tarifs, des escomptes de volume additionnels et une diminution du nombre de pages.

Bénéfice d'exploitation de 4 767 000 \$, soit une diminution de 5 813 000 \$ (-54,9 %).

- Cette baisse est principalement attribuable à :
 - l'impact de la comptabilisation de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 relatifs à Éco Entreprises;
 - l'impact de la baisse des produits d'exploitation, notamment des revenus en kiosque et des revenus publicitaires.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) en hausse, passant de 85,0 % pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011 à 92,9 % pour la même période de 2012. En excluant la comptabilisation du passif relatif à Éco Entreprises, le pourcentage pour l'exercice 2012 aurait été de 87,8 %. Cette augmentation s'explique essentiellement par le fait que les charges d'exploitation ne peuvent être ajustées au même rythme que la baisse des revenus en kiosque à court terme.

COMPARAISON DES QUATRIÈMES TRIMESTRES 2012 ET 2011

Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA

Produits d'exploitation de 127 004 000 \$, en baisse de 4 632 000 \$ (-3,5 %).

- Baisse de 3 970 000 \$ (-3,5 %) dans le secteur de la télévision due principalement à la baisse de 5,6 % des revenus publicitaires du Réseau TVA, à l'écart défavorable provenant de la vente des participations dans les chaînes « Mystery TV » et « The Cave » au 31 mai 2012 et à l'impact défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés laquelle a été partiellement compensée par la hausse des produits d'exploitation des services spécialisés francophones de 21,3 %.
- Baisse de 902 000 \$ (-4,9 %) dans le secteur de l'édition principalement attribuable à la baisse des revenus en kiosque de 6,9 % et au niveau réduit d'activités de la division TVA Studio comparativement au trimestre correspondant de 2011.

Bénéfice d'exploitation de 20 966 000 \$, en hausse de 309 000 \$ (1,5 %).

- Hausse de 1 006 000 \$ (5,6 %) dans le secteur de la télévision principalement attribuable à :
 - l'impact positif sur le bénéfice d'exploitation lié à la vente d'une participation dans SUN News;
 - la croissance de la rentabilité d'exploitation des services spécialisés francophones;Partiellement compensés par :
 - l'impact de la baisse des produits d'exploitation du Réseau TVA.
- Baisse de 697 000 \$ (-27,2 %) dans le secteur de l'édition principalement attribuable à l'impact de la baisse des produits d'exploitation de ce secteur durant le quatrième trimestre 2012.

Bénéfice net attribuable aux actionnaires de 9 426 000 \$ (0,40 \$ par action dilué) au quatrième trimestre 2012, comparativement à 11 468 000 \$ (0,48 \$ par action dilué) à la même période de 2011.

- Cet écart défavorable de 2 042 000 \$ (-0,08 \$ par action dilué) s'explique surtout par :
 - l'écart défavorable de 2 297 000 \$ dans la participation ne donnant pas le contrôle;
 - l'écart défavorable de 2 148 000 \$ relatif à la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées après impôts.Partiellement compensés par :
 - la baisse de 1 032 000 \$ des frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres; et
 - la baisse de 857 000 \$ des impôts sur le bénéfice.
- Le calcul des montants par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les trimestres terminés le 31 décembre 2012 et 2011.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 4 970 000 \$, soit une hausse de 61 000 \$ (1,2 %).

- Cette légère hausse s'explique essentiellement par les mêmes éléments mentionnés dans la comparaison des exercices 2012 et 2011.

Charges financières de 1 304 000 \$, soit une baisse de 266 000 \$ (-16,9 %)

- Cette baisse s'explique essentiellement par les mêmes raisons que celles évoquées dans la comparaison des exercices 2012 et 2011.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres nuls au quatrième trimestre 2012 contre une charge de 1 032 000 \$ au même trimestre de 2011.

- Au quatrième trimestre 2011, la Société avait enregistré une charge de dépréciation reliée à l'inventaire de droits de diffusion pour un montant de 18 000 \$, une charge liée à l'annulation de contrats de transmission pour un montant de 327 000 \$ ainsi qu'une provision pour frais de rationalisation de 63 000 \$, à la suite de la cessation de l'exploitation de la station généraliste de langue anglaise SUN TV.
- Au cours du quatrième trimestre 2011, la Société avait également enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 624 000 \$ par suite de l'abolition de plusieurs postes dans le secteur de la télévision.

Charge d'impôts sur le bénéfice de 3 407 000 \$ (taux d'imposition effectif de 23,2 %) au quatrième trimestre 2012 contre 4 264 000 \$ (taux d'imposition effectif de 32,4 %) à la même période de 2011.

- Au quatrième trimestre 2012, la baisse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette même période.
- Au quatrième trimestre 2011, la hausse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 28,4 % s'expliquait essentiellement par la part de Corporation Sun Media dans les économies d'impôts découlant des pertes d'exploitation de SUN News, ainsi que par l'écart permanent lié aux éléments non déductibles.

Part de la perte dans les entreprises associées après impôts de 1 859 000 \$ au quatrième trimestre 2012, contre une part du bénéfice dans les entreprises associées après impôts de 289 000 \$ au même trimestre de 2011, soit un écart défavorable de 2 148 000 \$, expliqué principalement par l'impact de la vente d'une participation dans SUN News.

Participation ne donnant pas le contrôle nulle au quatrième trimestre 2012 contre 2 297 000 \$ au même trimestre de 2011.

- Au quatrième trimestre 2011, la participation ne donnant pas le contrôle représentait la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de SUN News. Depuis le 1^{er} juillet 2012, cette entité est dorénavant comptabilisée comme placement selon la méthode de la mise en équivalence. Ses résultats ne sont plus consolidés au sein de la Société.

Analyse par secteur d'activités

Télévision

Produits d'exploitation de 110 477 000 \$, soit une diminution de 3 970 000 \$ (-3,5 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 5,6 % des revenus publicitaires du Réseau TVA et de 12,1 % des services spécialisés francophones notamment « TVA Sports » qui, au quatrième trimestre de 2011, bénéficiait d'une période de visionnement gratuite et, par conséquent, d'une écoute accrue pour maximiser ses revenus publicitaires;
- l'écart défavorable provenant de la vente des participations dans les chaînes « Mystery TV » et « The Cave » au 31 mai 2012;
- l'impact défavorable relié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;
- la baisse de 39,4 % des produits d'exploitation de la division TVA Films essentiellement au niveau des ventes de la section « Divertissement Maison » (DVD/Blu-ray) avec un volume de ventes nettement moindre que celui de la période correspondante de 2011.

Partiellement compensés par:

- la hausse de 53,2 % des revenus d'abonnement des services spécialisés francophones :
 - la chaîne « TVA Sports » représente 48,2 % de cette hausse;
 - la chaîne « LCN » a connu une croissance de 29,7 % suite à la mise en place progressive des nouvelles ententes de distribution signées depuis le début de 2012;
 - les chaînes « Moi&Cie » et « Yoopa » ont plus que doublé leurs redevances avec des croissances respectives de 143,7 % et 112,1 %;
 - les chaînes « Casa », « addik^{TV} » et « Prise 2 » ont connu des croissances respectives de 36,6 %, 13,5 % et 10,6 % alors que la chaîne « Argent » a connu un recul de 26,5 %;

Pour le quatrième trimestre 2012, les revenus totaux provenant des services spécialisés (excluant SUN News) représentent 20,1 % des revenus totaux du secteur télévision comparativement à 18,3 % pour la période correspondante de 2011.

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} octobre au 31 décembre 2012, les parts de marché totales de Groupe TVA ont été de 33,5 parts contre 31,5 parts pour la même période de 2011. Les parts de marché combinées des services spécialisés francophones de Groupe TVA ont été de 8,3 parts au cours de cette période de 2012 comparativement à 7,2 parts pour la même période de 2011, soit une croissance de 1,1 part ou 15,3 %. Les services spécialisés « Prise 2 » et « Casa » ont connu les augmentations les plus importantes avec des hausses respectives de 0,7 part et 0,4 part. « TVA Sports » et « Yoopa » ont atteint 0,5 part et 0,6 part respectivement tandis que « LCN » conserve toujours 3,5 parts de marché.

Le Réseau TVA a vu ses parts de marché augmenter de 0,9 part comparé à la même période de 2011. Durant cette période, le Réseau V a connu une hausse de 0,6 part et la SRC une augmentation de 0,3 part de marché. Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 25,2 parts de marché soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 19 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le quatrième trimestre 2012, dont *Céline Dion...sans attendre* et *Le Banquier (Spécial Halloween et Noël Star Académie)* qui ont toutes dépassé les 2,2 millions de téléspectateurs.

Tableau 5
Statistiques d'écoute du marché francophone
(Parts de marché en %)

	Automne 2012 vs 2011			
	2012	2011	Variation	Écart
Chaînes généralistes francophones :				
TVA	25,2	24,3	+ 3,7 %	+ 0,9
SRC	13,6	13,3	+ 2,3 %	+ 0,3
V	9,1	8,5	+ 7,1 %	+ 0,6
	47,9	46,1	+ 3,9 %	+ 1,8
Spécialisées et payants francophones :				
TVA	8,3	7,2	+ 15,3 %	+ 1,1
Astral	23,1	23,1	-	-
Autres	10,5	13,1	- 19,8 %	- 2,6
	41,9	43,4	- 3,5 %	- 1,5
Total anglophones et autres	10,2	10,5	- 2,9 %	- 0,3
Groupe TVA	33,5	31,5	+ 6,3 %	+ 2,0

Source : Sondages BBM. Québec franco, 1^{er} octobre au 31 décembre 2012, l-d, 2h-2h, t2+.

Charges d'exploitation de 91 374 000 \$, soit une baisse de 4 976 000 \$ (-5,2 %).

- Cette diminution s'explique principalement par :
 - la baisse des charges d'exploitation de SUN News due à la vente d'une participation dans SUN News;
 - l'écart favorable provenant de la vente des participations dans les chaînes « Mystery TV » et « The Cave » au 31 mai 2012;
 - la baisse des frais d'exploitation de TVA Boutiques associés à l'abandon de la chaîne « Télé-Achat » au cours du troisième trimestre de 2012;

Partiellement compensés par :

- la hausse de 3,9 % des charges d'exploitation des services spécialisés francophones attribuable essentiellement à l'augmentation des frais d'exploitation de « Moi&Cie », dont les frais de publicité.

Bénéfice d'exploitation de 19 103 000 \$, soit une hausse de 1 006 000 \$ (5,6 %).

- Cette augmentation est principalement attribuable à :
 - l'impact positif sur le bénéfice d'exploitation lié à la vente d'une participation dans SUN News;
 - la hausse du bénéfice d'exploitation des services spécialisés francophones, dont l'impact de la hausse des revenus d'abonnement de la chaîne « TVA Sports » qui était offerte en gratuité pour la même période de 2011;

Partiellement compensés par :

- la baisse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA attribuable à la baisse de ses revenus publicitaires.

Analyse de la relation coûts/revenus : les coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) sont en baisse, passant de 84,2 % pour la période de trois mois terminée le 31 décembre 2011 à 82,7 % pour la même période de 2012. Cette baisse est attribuable essentiellement aux impacts liés à la vente d'une participation dans SUN News jumelés à la croissance des revenus d'abonnement pour les services spécialisés.

Édition

Produits d'exploitation de 17 384 000 \$, soit une baisse de 902 000 \$ (-4,9 %), principalement attribuable à :

- la diminution de 21,7 % des produits d'exploitation de la division TVA Studio reliée au niveau réduit d'activités durant le dernier trimestre de l'année 2012;
- la baisse de 6,9 % des revenus en kiosque, principalement au niveau de la catégorie des magazines artistiques; et
- la baisse de 5,0 % des revenus publicitaires.

Charges d'exploitation de 15 521 000 \$, soit une diminution de 205 000 \$ (-1,3 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par :
 - une diminution de l'ensemble des coûts d'opération, notamment au niveau des charges de rédaction et d'infographie, de même qu'au niveau des frais de publicité;
 - les économies reliées au niveau réduit d'activités de la division TVA Studio;
 - les économies au niveau des frais variables liés aux revenus publicitaires;Partiellement compensées par :
 - l'impact de la comptabilisation de la charge relative à Éco Entreprises.

Bénéfice d'exploitation de 1 863 000 \$, soit une baisse de 697 000 \$ (-27,2 %), expliquée principalement par l'impact de la baisse des produits d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : Coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 89,3 % au quatrième trimestre 2012, contre 86,0 % pour la même période de 2011. Cette augmentation s'explique essentiellement par le fait que les charges d'exploitation ne peuvent être ajustées au même rythme que la baisse des revenus en kiosque à court terme.

COMPARAISON DES EXERCICES 2011 ET 2010

Les résultats d'exploitation de la Société pour les exercices terminés le 31 décembre 2011 et 2010 sont présentés dans le tableau suivant :

Tableau 6
Résultats consolidés comparatifs 2011 et 2010
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre	
	2011	2010 ¹
Produits d'exploitation :		
Télévision	378 854	\$ 377 283
Édition	70 622	75 004
Éléments intersectoriels	(3 981)	(4 095)
	445 495	\$ 448 192
Bénéfice d'exploitation :		
Télévision	39 944	\$ 63 277
Édition	10 580	11 600
	50 524	\$ 74 877
Actif total	533 853	\$ 519 071
Passif financier non courant	123 115	125 168
Dividendes déclarés	2 377	4 754

¹ Les données financières de 2010 ont été redressées suite à l'adoption des IFRS au 1^{er} janvier 2010.

TENDANCES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS POUR LES EXERCICES SE TERMINANT LES 31 DÉCEMBRE 2010, 2011 ET 2012

Télévision

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de ce secteur d'activités ont connu une croissance de l'ordre de 4,5 % sur les trois derniers exercices. Le secteur de la télévision connaît une fragmentation de son auditoire sur l'ensemble des différentes plateformes de diffusion incluant l'internet et la vidéo sur demande. Malgré une baisse de ses parts de marché, les revenus publicitaires du Réseau TVA sont demeurés relativement stables de 2010 à 2012. La croissance des produits d'exploitation de ce secteur est attribuable principalement aux services spécialisés (excluant SUN News) qui s'attribuent 21,8 % des produits d'exploitation de ce secteur en 2012 comparativement à 15,8 % en 2010. Depuis 2010, la Société a lancé quatre nouveaux services spécialisés soit « YOOPA », « Moi&Cie » (anciennement « Mlle »), « SUN News » et « TVA Sports » contribuant largement à la croissance des produits d'exploitation de ce secteur d'activités. Au cours de l'exercice 2012, la Société s'est départie de ses participations dans les services spécialisés de langue anglaise « Mystery TV » et « The Cave ». La croissance de la division TVA Accès qui se spécialise dans la production commerciale vidéo, le doublage de séries télévisuelles et la production de sites internet a également contribué à la croissance observée. Pour sa part, la division TVA Films a subi un recul au niveau de ses revenus durant cette période, résultat direct des nouvelles habitudes de consommation des contenus de divertissement (DVD/Blu-ray). La Société a également cessé les opérations de la chaîne « Télé-Achat » au cours de l'exercice 2012 générant des impacts à la baisse sur les revenus futurs d'info-publicités.

Bénéfice d'exploitation

Le bénéfice d'exploitation de ce secteur d'activités a diminué de façon importante durant cette période. Les investissements dans de nouvelles chaînes spécialisées, de même que la hausse de plus de 40,0 % de la charge de retraite ont eu comme effet d'augmenter les frais d'exploitation et ainsi affecter à la baisse le bénéfice d'exploitation durant cette période. Compte tenu des coûts croissants pour produire et acquérir du contenu de qualité et du contexte de stagnation des revenus publicitaires, le Réseau TVA a pour sa part connu une diminution de 9,9 % de son bénéfice d'exploitation.

Édition

Produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de ce secteur ont régressé de 10,2 % durant cette période. Ce recul provient essentiellement de la baisse des ventes de magazines en kiosque (-19,9 %) et des revenus publicitaires (-14,4 %). Cette tendance à la baisse des produits d'exploitation a été ressentie sur l'ensemble de l'industrie des magazines au pays. TVA Publications reste le numéro un de la distribution, malgré une légère baisse des parts de marché des unités vendues en kiosque des magazines francophones au Québec et au niveau des unités totales (source : Audit Bureau of Circulation au 31 décembre 2012). Ce secteur opérationnel a diversifié ses services et offre maintenant un éventail complet de services d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia. Ces nouveaux services ont connu une croissance de plus de 54,5 % de leurs revenus durant les trois derniers exercices.

Bénéfice d'exploitation

En excluant les coûts relatifs à Éco Entreprises pour les exercices 2010, 2011 et 2012 enregistrés en 2012, le bénéfice d'exploitation de ce secteur a diminué de 28,9 % durant cette période. Pour contrer la baisse des revenus « traditionnels », la Société a investi dans de nouveaux projets de gestion de marques pour générer de nouvelles sources de revenus. Afin de protéger les marges bénéficiaires de ce secteur, des réductions de charges d'exploitation ont été nécessaires notamment au niveau des frais d'imprimerie et de pelliculage, des frais de publicité et marketing, et des frais généraux d'administration.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie de la Société liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont résumés dans le tableau 7 suivant :

Tableau 7
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Exercices terminés les 31 décembre		Trois mois terminés les 31 décembre	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	35 342	\$ 24 858	\$ 12 596	\$ 2 764
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(25 095)	(35 846)	(5 232)	(10 384)
Disposition d'entreprises	18 663	-	-	-
Dividendes versés	-	(2 377)	-	-
Participation ne donnant pas le contrôle	3 528	10 045	-	2 205
Autres	(1 642) ¹	(3 005)	(2 286)	14 784
Remboursement (augmentation) de la dette nette	30 796	\$ (6 325)	\$ 5 078	\$ 9 369
		31 décembre 2012		31 décembre 2011
Situation à la fin :				
Dette à long terme		74 438	\$	74 635
Tranche à court terme de la dette à long terme		-		17 756
Découvert bancaire		-		3 980
Moins espèces		(10 619)		(1 756)
Dette nette		63 819	\$	94 615

¹ Inclut les espèces de 3 065 000 \$ détenues au moment de la disposition de « The Cave » et « Mystery TV ».

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation de 35 342 000 \$ pour l'exercice 2012 comparativement à des flux de trésorerie de 24 858 000 \$ au cours de l'exercice précédent, soit une hausse de 10 484 000 \$.

- Cette augmentation est principalement attribuable à la variation favorable des éléments hors liquidités, principalement au niveau des créiteurs et charges à payer, et des droits de diffusion et de distribution à payer, compensés en partie par la diminution du bénéfice d'exploitation.

Fonds de roulement de Groupe TVA de 85 829 000 \$ au 31 décembre 2012 comparativement à 66 719 000 \$ au 31 décembre 2011, soit une augmentation de 19 110 000 \$.

- Cette hausse de 19 110 000 \$ est principalement attribuable :
 - aux sommes empruntées au 31 décembre 2011 sur le crédit rotatif s'élevant à 17 756 000 \$, lesquelles avaient été présentées dans le passif à court terme, compte tenu que la date d'échéance du crédit rotatif au 31 décembre 2011 était de moins d'un an;
 - à l'augmentation des émissions, droits de diffusion et de distribution, et stocks due aux besoins accrus en contenu dans nos différents services de programmation;

Partiellement compensées par :

- l'augmentation des créditeurs et charges à payer, et des droits de diffusion et de distribution à payer qui ont augmenté en vertu des nouvelles ententes entrées en vigueur depuis le 31 décembre 2011;
- l'élimination du fonds de roulement lié aux éléments destinés à la vente au 31 décembre 2011.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 25 095 000 \$ pour l'exercice 2012, comparativement à 35 846 000 \$ pour la même période de 2011, soit une diminution de 10 751 000 \$ (-30,0 %).

- Cette baisse est principalement attribuable aux investissements techniques supplémentaires requis en 2011 pour la mise en place des nouveaux services spécialisés SUN News, « Moi&Cie » et « TVA Sports » ainsi qu'aux principaux équipements de production et de diffusion nécessaires pour rencontrer l'échéance du 31 août 2011 en ce qui concerne la transition au numérique et à la haute définition.

Produit de disposition d'entreprises de 18 663 000 \$ pour l'exercice 2012, expliqué par :

- Le produit de disposition net de 17 898 000 \$ provenant de la vente des participations de 51 % dans le service « The Cave » et de 50 % dans le service « Mystery TV » à Shaw Media Global Inc.; et
- Le produit de disposition de 765 000 \$ provenant de la vente d'une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media.

Activités de financement

Participation ne donnant pas le contrôle de 3 528 000 \$ pour l'exercice 2012 comparativement à 10 045 000 \$ pour l'exercice 2011 soit une baisse de 6 517 000 \$. Ces montants correspondent aux contributions de capitaux effectués par Corporation Sun Media pour rencontrer les besoins en liquidités de la société en nom collectif SUN News. La baisse est essentiellement attribuable au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés avec les résultats de la Société depuis le 1^{er} juillet 2012.

Dette à long terme (excluant les frais de financement reportés) en baisse de 17 982 000 \$ au 31 décembre 2012 comparativement au 31 décembre 2011 :

- Cette baisse s'explique surtout par l'encaissement du produit de disposition sur la vente des coentreprises à Shaw Media Global Inc.

Situation financière au 31 décembre 2012

Liquidités disponibles nettes de 110 194 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 99 575 000 \$ et une encaisse de 10 619 000 \$.

Au 31 décembre 2012, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

Tableau 8

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Groupe TVA

Périodes de 12 mois terminées les 31 décembre

(en milliers de dollars)

2013	-	\$
2014	75 000	
2015	-	
2016	-	
2017 et ultérieurement	-	
Total	75 000	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était environ de 1,9 année au 31 décembre 2012 (2,5 années au 31 décembre 2011). La dette était constituée de 100 % de dette à taux fixe (81 % au 31 décembre 2011) et aucune dette à taux variable (19 % au 31 décembre 2011).

Au 31 décembre 2012, le ratio d'endettement consolidé, mesuré par le ratio dette : capitaux propres, était de 22 : 78 ou 0,28 comparativement à 0,26 au 31 décembre 2011. La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler ses engagements en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, et de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) dans le futur.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 décembre 2012, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 31 décembre 2012

Tableau 9

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 31 décembre 2012 et 2011

(en milliers de dollars)

	31 décembre 2012	31 décembre 2011	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
Actifs				
Espèces	10 619 \$	1 756 \$	8 863 \$	Impact du produit de disposition des participations dans « The Cave » et « Mystery TV ».
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	67 579	61 954	5 625	Impact des besoins accrus en contenu compte tenu des investissements dans nos différents services de programmation.
Actif destiné à la vente	-	8 370	(8 370)	Conclusion de la vente des participations dans « The Cave » et « Mystery TV » durant le second trimestre 2012.
Écart d'acquisition	39 781	71 981	(32 200)	Impact de la dépréciation de l'écart d'acquisition dans le secteur de l'édition suite au test de dépréciation effectué au cours du premier trimestre 2012.
Passifs				
Créditeurs et charges à payer	89 908 \$	82 589 \$	7 319 \$	Inclusion de la charge 2012 relative à Éco Entreprises et d'un passif à long terme venant à échéance en 2013.
Tranche à court terme de la dette à long terme	-	17 756	(17 756)	Représente les sommes empruntées sur le crédit rotatif au 31 décembre 2011 et qui venait à échéance à moins d'un an.
Capitaux propres				
Participation ne donnant pas le contrôle	-	5 389 \$	(5 389) \$	Impact de la perte de contrôle suite à la disposition d'une participation de 2 % dans SUN News au 30 juin 2012.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 décembre 2012, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 10.

Tableau 10

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	- \$	75 000 \$	- \$	- \$	75 000 \$
Paiement d'intérêts ¹	4 505	4 855	438	-	9 798
Droits de diffusion et de distribution	61 944	31 965	10 104	-	104 013
Autres engagements	11 245	9 845	4 133	3 540	28 763
Total	77 694 \$	121 665 \$	14 675 \$	3 540 \$	217 574 \$

¹ L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme est basée sur les taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2012. Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 31 décembre 2012 et incluent les frais de disponibilité sur l'emprunt à terme rotatif.

Les cotisations de l'employeur prévues pour les régimes de retraite à prestations définies et les régimes d'avantages complémentaires à la retraite de la Société seront de 11 040 000 \$ en 2013 (des contributions de 11 723 000 \$ ont été payées en 2012).

Opérations conclues entre sociétés apparentées

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été conclues selon des modalités équivalentes à celles qui existent dans le cas d'opérations soumises à des conditions de concurrence normale et ont été comptabilisées selon la contrepartie convenue entre les parties.

La Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 78 743 000 \$ (64 256 000 \$ en 2011).

La Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 35 005 000 \$ (30 565 000 \$ en 2011).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 4 320 000 \$ pour l'exercice 2012 (4 320 000 \$ en 2011).

SUN News

Au cours de l'exercice 2010, la Société et Corporation Sun Media, une société sous contrôle commun de la société mère, QMI, ont mis en place SUN News. Jusqu'au 30 juin 2012, la Société détenait une participation de 51 % alors que Corporation Sun Media détenait 49 %. Les résultats de cette société en nom collectif étaient consolidés à 100 % dans les résultats de la Société et la participation de Corporation Sun Media était enregistrée au poste « Participation ne donnant pas le contrôle » à l'état consolidé des résultats.

Le 30 juin 2012, la Société a vendu une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media pour un montant de 765 000 \$. La Société détient maintenant une participation de 49 % dans SUN News alors que Corporation Sun Media détient 51 %. La différence entre le montant versé et la valeur comptable de cette participation a entraîné un gain de 581 000 \$ qui a été comptabilisé dans le surplus d'apport au deuxième trimestre 2012. Suite à la perte du contrôle dans cette société, le placement dans cette société est dorénavant comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012.

Au cours de l'exercice 2012, une mise de fonds de 15 250 000 \$ (20 500 000 \$ en 2011) a été effectuée par les sociétaires dont 7 617 000 \$ (10 455 000 \$ en 2011) par la Société et 7 633 000 \$ (10 045 000 \$ en 2011) par Corporation Sun Media.

Disposition d'entreprises

Le 31 mai 2012, suite à l'approbation du CRTC, la Société a vendu sa participation de 51 % dans « The Cave » ainsi que sa participation de 50 % dans « Mystery TV » à l'autre sociétaire de ces coentreprises, Shaw Media Global Inc. et un gain sur disposition d'entreprises de 12 881 000 \$, avant impôts, a été comptabilisé. Cette transaction n'a entraîné aucune charge d'impôts puisque la Société a utilisé des pertes en capital non enregistrées aux livres pour éliminer l'imposition du gain en capital sur disposition d'entreprises. Les flux de trésorerie nets liés à la vente sont de 17 898 000 \$ soit un produit de disposition de 20 963 000 \$ moins des espèces de 3 065 000 \$ détenues au moment de la vente.

Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 11 présente les données du capital-actions de la Société au 15 février 2013. Par ailleurs, 691 076 options d'achat d'actions classe B et 180 916 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 15 février 2013.

Tableau 11

Nombre d'actions en circulation au 15 février 2013

(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	19 450 906	5,07 \$

Compte tenu des investissements importants de la Société dans ses projets d'immobilisations et des lancements de plusieurs services spécialisés, le Conseil d'administration de Groupe TVA a décidé au courant du troisième trimestre de 2011 de suspendre la déclaration de dividendes.

Risques et incertitudes

La Société exerce ses activités dans le secteur des communications lequel comporte divers facteurs de risques et d'incertitudes. Les risques et incertitudes décrits ci-après pourraient avoir une incidence importante sur les activités d'exploitation et les résultats financiers de la Société. Ces risques ne sont pas les seuls risques susceptibles de toucher la Société. D'autres risques et incertitudes, que pour l'instant la Société ignore ou juge négligeables, pourraient également avoir une incidence défavorable importante sur sa situation financière, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie ou ses activités.

Caractère saisonnier

Les activités de la Société sont influencées par les cycles économiques et peuvent subir les contrecoups de la nature cyclique des marchés dans lesquels la Société est présente, ainsi que les conditions économiques locales, régionales, nationales et mondiales. Les variations saisonnières du commerce de détail influencent les résultats financiers de la Société. De plus, puisque les activités de la Société exigent une forte intensité de main-d'œuvre, sa structure de coûts fixes est prédominante. Durant les périodes de contraction économique, les produits peuvent fléchir alors que la structure de coûts demeure stable, ce qui entraîne une diminution du bénéfice.

Risques d'exploitation

La concurrence qui s'exerce sur les plans de la publicité, de la clientèle, des téléspectateurs, des auditeurs, des lecteurs et de la distribution est féroce. Elle émane des stations et des réseaux de télévision généralistes, des chaînes spécialisées, des radios, des journaux locaux, régionaux et nationaux, des magazines, du publipostage direct et d'autres médias traditionnels de communications et de publicité qui sont actifs dans les marchés de la Société. Le déploiement des nouvelles technologies, telles que les services de vidéo sur demande, Internet, les enregistreurs vidéo personnels, les téléphones intelligents, les tablettes électroniques ainsi que la télévision haute définition et 3D influencent également les activités de la Société. Les marchés dans lesquels œuvre la Société font donc face à la multiplication des fenêtres possibles de diffusion, qu'il s'agisse d'Internet, de la téléphonie sans fil, des services de vidéo sur demande, de la télévision mobile ou de tout autre support que la technologie mettra sur le marché dans l'avenir. L'évolution technologique peut cependant se traduire en opportunités d'affaires pour la Société, lui créant la possibilité d'exploiter ses contenus sur toutes les fenêtres de diffusion possibles. On retrouve parmi les concurrents des sociétés fermées de même que des intervenants appartenant à l'État. En outre, les regroupements se multiplient dans le secteur des médias canadiens créant ainsi des concurrents qui ont des intérêts dans divers secteurs et médias.

Risques reliés à la diversification de ses activités

La Société investit dans le lancement de nouveaux canaux spécialisés dans le secteur Télévision. Les revenus d'abonnement associés aux périodes suivant le lancement d'un nouveau service spécialisé sont toujours plus modestes alors que les frais d'opérations initiaux peuvent s'avérer plus substantiels. De plus, bien que la Société croie au potentiel relié à cette stratégie, il existe une possibilité que la profitabilité anticipée puisse prendre plusieurs années avant de se matérialiser ou ne jamais se matérialiser.

Risques reliés aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique

La publicité constitue la principale source de produits d'exploitation de la Société. Ses produits et résultats d'exploitation dépendent de la force relative du contexte économique en vigueur au sein de ses marchés et ce, au niveau local, régional et national. L'état de ses marchés économiques a une incidence sur les recettes publicitaires se rapportant à la télévision et aux magazines. Un ralentissement prolongé de l'économie canadienne ou américaine pourrait avoir un effet défavorable sur les comptes publicitaires clés à l'échelle nationale.

La prolifération des chaînes par câble et par satellite, les progrès de la technologie mobile et sans fil, la migration de l'auditoire télévisuel vers Internet et le contrôle accru, grâce à des enregistreurs vidéo personnels, qu'exercent les téléspectateurs sur la façon dont ils consomment les médias, sur le contenu de ces derniers et sur le moment où ils le font, se sont traduits par une plus grande fragmentation du bassin de téléspectateurs et un environnement de vente de publicité plus difficile.

Risques reliés à la possibilité que notre contenu n'attire pas un vaste public ce qui pourrait limiter notre capacité de générer des recettes publicitaires

Les produits d'exploitation de la Société découlent en grande partie des recettes publicitaires. Les recettes publicitaires dépendent largement de l'acceptation du public, qui est en grande partie fonction du contenu et de la qualité offerts, et reposant sur des facteurs comme l'opinion des critiques, les promotions, la qualité et l'acceptation d'autres contenus concurrents sur le marché, l'existence d'autres formes de divertissement, la conjoncture économique générale, les goûts du public en général et d'autres facteurs intangibles. En outre, l'augmentation de la programmation ciblée et des services spécialisés au Canada ont causé la fragmentation croissante du public de la télévision généraliste. Ces facteurs continuent à évoluer rapidement et nombre d'entre eux sont indépendants de notre volonté. Par ailleurs, la Société travaille à générer des recettes publicitaires en lançant des services et produits dans un créneau et un marché nouveaux où les dynamiques de marché diffèrent de celles auxquelles elle est confrontée habituellement. Le manque d'acceptation de notre contenu au sein du public ou la baisse ou encore la fragmentation des publics pourraient limiter notre capacité de générer des recettes publicitaires. Si la capacité de nos marques de générer des recettes publicitaires est limitée, nous pourrions devoir développer des sources de financement nouvelles ou parallèles afin d'être en mesure de continuer à proposer une programmation grand public attirante. Rien ne nous permet avec certitude de développer de telles sources de financement, et une telle limitation de notre capacité à générer des produits d'exploitation et d'une incapacité à générer de nouvelles sources de financement, pourraient grandement nuire à nos affaires, à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Risques reliés au fait que le contenu de la programmation peut devenir plus cher à acquérir et que les coûts de production peuvent augmenter

Les coûts les plus importants en télédiffusion concernent la programmation et la production. La concurrence accrue en télédiffusion, les développements touchant les producteurs et les distributeurs de contenu de programmation, les changements de préférences des téléspectateurs et d'autres développements pourraient avoir une incidence sur la disponibilité et le coût du contenu ainsi que les coûts de production. Des augmentations ou une volatilité future en matière de coûts de production et de programmation pourraient nuire aux résultats d'exploitation de la Société. Les progrès de la câblodistribution, des transmissions par satellite et des autres formes de distribution pourraient également avoir un effet sur la disponibilité et le coût de la programmation et de la production, et intensifier la concurrence pour l'obtention des dépenses publicitaires.

Risques reliés à la réglementation gouvernementale

La Société est assujettie à un nombre important de lois et règlements émanant des autorités gouvernementales notamment par le biais de la Loi concernant la radiodiffusion et de la Loi sur les télécommunications, qui sont toutes deux administrées par le CRTC. Tout changement dans les lois, les règlements ou les politiques régissant la radiodiffusion, de même que la mise en application de nouvelles lois, de nouveaux règlements ou conditions d'utilisation d'un permis pourraient avoir une incidence considérable sur les activités de la Société, sa situation financière et les résultats de son exploitation. De plus, le CRTC est l'autorité gouvernementale responsable de l'émission et du renouvellement des licences de télédiffusion et de la réglementation du système canadien de radiodiffusion. La Société est ainsi tributaire des décisions du CRTC à ces niveaux et toute décision de cet organisme allant à l'encontre des positions et intérêts de la Société pourrait avoir un impact négatif sur ses activités et ses résultats d'exploitation.

Risques reliés à l'aide gouvernementale

La Société bénéficie de certains programmes d'aide gouvernementale pour soutenir la production et la distribution de produits télévisuels et de films ainsi que l'édition de magazines au Canada. Tout changement dans les règles d'application de ces programmes gouvernementaux dans le futur pourrait avoir des incidences importantes sur les résultats d'exploitation de la Société.

Risques reliés aux distributeurs et revenus d'abonnement

Pour la distribution de ses chaînes spécialisées, la Société dépend d'entreprises de distribution de radiodiffusion (« EDR ») (y compris les services de câblodistribution, de satellites de radiodiffusion directe et les systèmes de distribution multivoie multipoint). Les produits d'exploitation pourraient être touchés de façon négative si les contrats d'affiliation avec les EDR n'étaient pas renouvelés selon des modalités et conditions semblables à celles en vigueur en ce moment. Les contrats d'affiliation avec les EDR ont des durées qui s'étendent sur plusieurs années et viennent à échéance à divers moments. L'intégration verticale de certaines EDR au cours des dernières années peut également avoir un effet défavorable sur les modalités et conditions des contrats d'affiliation. La Société est confiante de pouvoir renouveler ses contrats selon des modalités et conditions satisfaisantes pour les parties.

Pour nos chaînes spécialisées, les revenus provenant des droits d'abonnement dépendent du nombre d'abonnés et du taux facturé aux EDR pour la distribution de ces services. La croissance du nombre d'abonnés et, par le fait même, des droits d'abonnement est tributaire, dans une certaine mesure, de la volonté des EDR de commercialiser les chaînes spécialisées de façon appropriée. De plus, les signaux de télédiffusion des chaînes spécialisées de la Société peuvent parfois faire l'objet de vol, entraînant ainsi un risque de perte de revenu d'abonnement.

Risques reliés à l'incidence sur les affaires de l'entreprise de la perte de dirigeants clés et d'autres membres du personnel, ou à l'incapacité d'attirer, de fidéliser et de motiver ces dirigeants et les autres membres du personnel

La Société dépend de son équipe de direction et des autres membres clés de son personnel pour mener ses affaires à bien. La perte de ces personnes pourrait avoir un effet défavorable sur les activités de la Société. En raison de la nature spécialisée de ses activités, la Société croit que son succès dépendra également, en grande partie, de sa capacité de continuer à attirer, à fidéliser et à motiver un personnel qualifié pour occuper les postes de direction, de programmation, de services techniques et de marketing. La concurrence en matière de personnel qualifié est intense, et il n'y a aucune garantie que la Société réussira à attirer, à fidéliser et à motiver de telles personnes dans l'avenir.

Risques reliés aux différends et aux autres réclamations

Dans le cadre normal de ses activités d'affaires, la Société est partie à diverses procédures judiciaires et autres réclamations. Les dirigeants de la Société sont d'avis que le dénouement des réclamations à régler et des autres litiges en cours ne devrait pas avoir un effet défavorable important sur ses résultats, ses liquidités ou sa situation financière. Toutefois, un dénouement négatif pourrait avoir un tel effet défavorable important. De plus, le coût pour se défendre dans le cadre de poursuites et les impacts financiers résultant de l'implication de la direction dans la gestion de celles-ci pourraient être importants.

Risques reliés au financement

La Société est entièrement financée pour ses activités actuelles et a accès à des facilités de crédit totalisant 175 000 000 \$. Toutefois, des facteurs de risques tels que des turbulences sur les marchés des capitaux pourraient réduire le montant de capital disponible ou accroître le coût de ce capital dans les années à venir. Il ne peut y avoir aucune garantie que des fonds additionnels puissent être mis à la disposition de la Société, ou s'ils peuvent l'être, qu'ils lui soient fournis dans des délais et selon des conditions acceptables pour la Société. Le fait de ne pas obtenir ce financement additionnel, en temps voulu et si nécessaire, pourrait avoir une incidence négative importante sur la Société. Ce risque est toutefois atténué par le fait que la Société pourrait financer ses futurs besoins en capitaux au moyen de fonds auto-générés ainsi que par une émission publique d'actions. Enfin, il n'existe aucune garantie que les conditions de marché existantes au moment du refinancement des présentes facilités seront favorables ou disponibles selon des modalités comparables à celles dont la Société dispose présentement.

Risques reliés à la conjoncture économique

Les produits et résultats d'exploitation de la Société sont et demeureront influencés par la conjoncture économique générale. Lors d'un ralentissement économique ou d'une récession, les acheteurs de publicité ont historiquement réduit leur budget publicitaire. Par conséquent, il n'est pas possible de garantir que les résultats d'exploitation, les perspectives et la situation financière de la Société seront à l'abri de tout effet négatif.

Risques reliés aux relations de travail

Au 31 décembre 2012, approximativement 58 % des employés permanents de la Société étaient syndiqués. Les relations de travail avec nos employés sont régies par treize conventions collectives. Au 31 décembre 2012, quatre conventions étaient échues et ces dernières couvrent approximativement 86 % des employés syndiqués permanents de la Société.

Par le passé, la Société a fait face à des conflits de travail qui ont perturbé ses activités, freiné sa croissance et amoindri ses résultats d'exploitation. La Société ne peut pas non plus prédire l'issue de toute négociation actuelle ou future se rapportant aux conflits de travail, à la représentation syndicale ou au renouvellement des conventions collectives, ni ne peut assurer avec certitude que des arrêts de travail, des grèves, des dommages matériels ou d'autres formes de moyen de pression ne se produiront pas d'ici le dénouement de toute négociation actuelle ou future. Toute grève des employés syndiqués de Groupe TVA ou toute forme d'arrêt de travail pourrait perturber considérablement les activités de la Société, occasionner des dommages à des biens ou interrompre ses services, ce qui pourrait avoir un impact néfaste sur ses activités, ses biens, sa situation financière et ses résultats d'exploitation. Même si elle ne subit pas de grève ou d'autres moyens de pression, l'issue de toute négociation pourrait avoir des conséquences négatives sur ses activités d'exploitation, notamment si les négociations ou contrats en cours ou éventuels devaient restreindre encore davantage la faculté de Groupe TVA de maximiser l'efficacité de ses activités. De plus, la faculté de Groupe TVA de procéder à des ajustements à court terme afin de contrôler les coûts au titre de la rémunération et des avantages sociaux est limitée par les dispositions des conventions collectives auxquelles elle est partie.

Risque relié aux obligations au titre des régimes de retraite

La conjoncture économique pourrait également avoir un effet négatif sur le financement des régimes de retraite à prestations déterminées de Groupe TVA et sur les charges qui y sont liées. Rien ne peut garantir que les charges et les cotisations requises pour la capitalisation de ces régimes de retraite n'augmenteront pas dans le futur et, par conséquent, n'auront pas une incidence négative sur les résultats d'exploitation et la situation financière de la Société. Des risques liés à la capitalisation des régimes à prestations déterminées peuvent survenir si les obligations totales au titre des régimes de retraite sont supérieures à la valeur totale de leurs fonds de fiducie respectifs. Des écarts non capitalisés peuvent survenir en raison de rendements de placements plus faibles que prévu, de changements du taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre des régimes de retraite, et de pertes actuarielles. Ce risque est atténué par le fait que Groupe TVA et ses comités de retraite ont mis en place des politiques et des procédures lui permettant de faire un suivi du risque d'investissement et de sa situation de capitalisation. Il est également atténué par le fait que certains régimes de retraite à prestations déterminées de la Société ne sont plus offerts aux nouveaux employés.

Risques liés à une hausse des frais de papier, d'impression et de poste

Une part importante des charges d'exploitation du secteur de l'édition est constituée de frais de papier, d'impression et de poste. Ce secteur dépend de fournisseurs externes pour la totalité de ses approvisionnements en papier et n'a aucun pouvoir sur les prix du papier qui peuvent varier de façon considérable. Le secteur de l'édition a recours à des tiers pour la totalité de ses services d'impression et les coûts d'impression ont représenté environ 30 % des charges d'exploitation en 2012. En outre, la distribution de ses publications à ses abonnés est confiée à la Société canadienne des postes. Toute interruption des services de distribution pourrait nuire aux résultats d'exploitation du secteur de l'édition et à sa situation financière, de même qu'une forte hausse des frais de papier ou de poste pourrait influencer défavorablement sur les activités et les résultats d'exploitation de ce secteur.

Risques liés aux licences de radiodiffusion et écarts d'acquisition

Comme indiqué à la rubrique « Utilisation d'estimations et de jugements – Dépréciation d'actifs », les licences de radiodiffusion et les écarts d'acquisition de la Société ne sont pas amortis, mais leur valeur fait l'objet de tests de dépréciation annuels, ou plus fréquemment s'il survient des événements ou des changements circonstanciels qui indiquent qu'une perte de valeur est plus probable qu'improbable. La juste valeur des licences de radiodiffusion et des écarts d'acquisition est, et continuera d'être influencée par des hypothèses reposant sur la situation économique générale, lesquelles sont utilisées pour appuyer les calculs de flux de trésorerie futurs actualisés effectués par la

Société afin d'évaluer la juste valeur de ses licences de radiodiffusion et des écarts d'acquisition. En période de ralentissement économique, il ne peut y avoir de garantie que la valeur des licences de radiodiffusion et des écarts d'acquisition ne subira pas des effets négatifs par suite de modification de ces hypothèses. La Société surveille constamment la valeur de ses licences de radiodiffusion et des écarts d'acquisition et toute variation de leur juste valeur serait constatée à titre de charge de dépréciation hors caisse aux états consolidés des résultats.

Risques financiers

Les politiques de gestion des risques financiers de la Société sont établies afin d'identifier et d'analyser les risques auxquels elle est confrontée, de fixer des contrôles et des limites de risques appropriés, et de superviser les risques et le respect des limites. Les politiques de gestion des risques sont revues régulièrement afin de refléter les changements de conditions du marché et des activités de la Société.

De par son utilisation d'instruments financiers, la Société et ses filiales sont exposées au risque de crédit, au risque de liquidité ainsi qu'au risque de marché relié aux fluctuations de taux de change et de taux d'intérêt. Afin de gérer le risque relié aux fluctuations des taux d'intérêt, la Société peut occasionnellement utiliser des ententes de swap de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2012, la Société ne détenait aucune entente de swap de taux d'intérêt.

Juste valeur des instruments financiers

La valeur comptable des débiteurs de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme prêts et créances) ainsi que des créditeurs et charges à payer de tierces parties et des sociétés apparentées (classés comme autres passifs financiers) se rapproche de leur juste valeur, étant donné que ces éléments seront réalisés ou réglés à moins d'un an ou sont dus sur demande. La juste valeur des autres placements n'a pas pu être déterminée, car il n'existe pas de prix coté sur un marché organisé pour ces types de placement. La valeur comptable et la juste valeur de la dette à long terme aux 31 décembre 2012 et 2011 sont les suivantes :

Tableau 12
Juste valeur de la dette à long terme
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Acceptations bancaires	- \$	- \$	17 982 \$	18 200 \$
Prêt à terme	75 000	78 400	75 000	80 400

La juste valeur des passifs financiers est fondée sur le calcul des flux de trésorerie actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments financiers ayant la même échéance.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque que la Société encoure une perte financière si un client ou une tierce partie relié à un actif financier n'arrive pas à rencontrer ses engagements contractuels.

Dans le cours normal de ses activités, la Société évalue régulièrement la situation financière de ses clients et examine l'historique de crédit de tout nouveau client. Au 31 décembre 2012, aucun client n'avait un solde représentant une partie importante du chiffre consolidé des comptes clients de la Société. La Société établit une provision pour créances douteuses pour répondre au risque de crédit propre à ses clients et aux tendances historiques. Le solde des comptes clients de la Société est réparti entre de nombreux clients, principalement des agences de publicité. La Société ne croit donc pas qu'elle soit exposée à un niveau de risque de crédit inhabituel ou important. Au 31 décembre 2012, 5,57 % des comptes à recevoir étaient impayés depuis plus de 120 jours après la date de facturation (4,35 % au

31 décembre 2011). De plus, au 31 décembre 2012, la provision pour pertes sur créances représente un montant de 1 100 000 \$ (1 186 000 \$ au 31 décembre 2011).

Le tableau suivant présente les variations de la provision pour créances douteuses pour les exercices terminés les 31 décembre 2012 et 2011 :

Tableau 13
Variation de la provision pour créances douteuses
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2012		31 décembre 2011
Solde au début de l'exercice	1 186	\$	3 035
Variation comptabilisée à l'état des résultats	602		(521)
Utilisation	(649)		(1 328)
Provision pour créances douteuses liées à SUN News	(39)		-
Solde à la fin de l'exercice	1 100	\$	1 186
			\$

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société et ses filiales ne soient pas en mesure de rencontrer leurs obligations financières lorsqu'elles deviennent exigibles ou de les rencontrer mais à un coût excessif. La Société et ses filiales s'assurent qu'elles ont suffisamment de flux de trésorerie provenant des opérations courantes ainsi que de disponibilités de sources de financement pour rencontrer les besoins futurs de fonds requis pour les investissements à long terme, le fonds de roulement, les paiements d'intérêts et les remboursements de dettes, les contributions en vertu des régimes de retraite, les dividendes et les rachats d'actions.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que des changements surviennent dans les prix du marché sur les taux de change et les taux d'intérêt qui pourraient affecter les produits d'exploitation de la Société ou la valeur de ses instruments financiers. L'objectif d'une gestion de risque de marché est de minimiser et de contrôler les expositions à l'intérieur de paramètres acceptables tout en optimisant le rendement lié à ce risque.

Risque de change

La Société est exposée à un risque de change limité sur les revenus et les dépenses compte tenu du faible volume de transactions effectuées dans les devises étrangères soit autres que la devise canadienne. La devise étrangère la plus transigée est le dollar américain et celle-ci est utilisée principalement pour certains achats de droits de distribution, de dépenses en immobilisations et dans la perception de revenus avec certains clients. Compte tenu du faible volume de transactions en devises étrangères, la Société ne voit pas la nécessité d'utiliser de couverture de change. En conséquence, la sensibilité de la Société à la variation de taux de change est limitée. Une augmentation ou une diminution de 1,0 % dans le taux de change entre le dollar canadien et le dollar américain aurait un impact non matériel sur le bénéfice net.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt lié à sa dette à long terme. La totalité de la dette à long terme de la Société est à taux fixe, ce qui limite de façon importante le risque lié à la variation des taux d'intérêt. Au 31 décembre 2012, la dette à long terme de la Société comprenait une portion de 100 % de dette à taux fixe (81 % au 31 décembre 2011) et aucune dette à taux variable (19 % au 31 décembre 2011).

Une augmentation (diminution) de 100 points de base dans le taux des acceptations bancaires canadien à la fin du présent exercice en utilisant le niveau de dette à long terme à taux variable au 31 décembre 2012 n'aurait eu aucun

impact sur la dépense financière puisque la seule facilité de crédit de la Société portant intérêt à taux variable était inutilisée.

Gestion du capital

Les principaux objectifs de la Société dans sa gestion de capital sont de préserver la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation afin de continuer à fournir un rendement à ses actionnaires et de maintenir une base optimale de sa structure de capital dans le but de supporter les besoins de capitaux dans les différents secteurs d'activités, incluant les opportunités de croissance et le maintien de la confiance des investisseurs ainsi que des créanciers.

La Société gère sa structure de capital selon les caractéristiques des risques reliés aux actifs sous-jacents de ses secteurs et selon les exigences requises s'il y a lieu. La Société a l'habileté de gérer sa structure de capital en obtenant de nouvelles dettes ou en remboursant sa dette actuelle avec les entrées d'argent générées à l'interne, en contrôlant les montants distribués aux actionnaires soit sous forme de dividendes ou de rachat d'actions, en émettant du nouveau capital-actions sur le marché et en apportant des ajustements à son programme de dépenses en immobilisations. À l'exception de la cessation de versement de dividendes, la stratégie de la Société est demeurée inchangée comparativement à celle de l'année précédente.

La structure de capital de la Société est composée de capitaux propres, d'un découvert bancaire et d'une dette à long terme, moins les espèces. La structure de capital se présente comme suit :

Tableau 14
Structure de capital de Groupe TVA inc.
(en milliers de dollars)

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Découvert bancaire	- \$	3 980 \$
Dette à long terme	75 000	92 982
Espèces	(10 619)	(1 756)
Passif net	64 381	95 206
Capitaux propres	266 545 \$	281 029 \$

À l'exception des exigences de ratios financiers requises dans ses conventions de crédit, la Société n'est sujette à aucune autre exigence externe sur le capital. Au 31 décembre 2012, la Société respecte toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Éventualités

Dans le cours normal de son exploitation, la Société est impliquée dans divers poursuites, litiges et réclamations. De l'avis de la direction, la résolution de ces poursuites, litiges et réclamations ne devrait avoir aucune incidence défavorable importante sur la situation financière, les résultats d'exploitation ou les flux de trésorerie de la Société.

Utilisation d'estimations et de jugements

La préparation des états financiers consolidés selon les IFRS exige que la direction ait recours à des estimations, des hypothèses et des jugements qui ont une incidence sur les éléments d'actif et de passif, les postes de revenus et de charges, ainsi que la présentation d'éléments d'actif et de passif éventuels. Bien que ces estimations soient basées sur les meilleures connaissances de la direction et de l'information disponible à la date d'évaluation, les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Les éléments importants suivants représentent les estimations les plus difficiles, subjectives ou complexes de la part de la direction :

Juste valeur d'un actif ou d'une UGT

Aux fins de l'évaluation de la dépréciation, les actifs sont regroupés en UGT, lesquelles représentent les plus petits groupes d'actifs pour lesquels des entrées de trésorerie largement indépendantes sont générées. À chaque date de bilan, la Société revoit si des événements ou des circonstances indiquent que la valeur comptable des actifs à long terme ayant une durée d'utilité déterminée pourrait être inférieure à leur valeur recouvrable. L'écart d'acquisition, les autres immobilisations incorporelles ayant une durée d'utilité indéterminée et les actifs incorporels non encore disponibles pour utilisation sont soumis à un test de dépréciation le 1^{er} avril de chaque exercice, de même que lorsqu'il y a une indication que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT, à laquelle l'actif a été attribué, excède sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est le plus élevé de la juste valeur de l'actif ou de l'UGT, diminuée des coûts de la vente, et de la valeur d'utilité de l'actif ou de l'UGT. La juste valeur diminuée des coûts de la vente représente le montant, déduction faite des coûts de disposition, qu'une entité pourrait obtenir à la date d'évaluation pour la vente de l'actif lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes. La valeur d'utilité est la valeur actuelle des flux de trésorerie futurs attendus de l'actif ou de l'UGT.

La Société utilise la méthode des flux de trésorerie actualisés pour estimer la valeur d'utilité selon les flux de trésorerie futurs provenant de ses plus récents budgets et de son plan stratégique triennal approuvés par la direction de la Société et présentés au conseil d'administration. Ces prévisions ont été établies en considérant le rendement opérationnel passé et la part de marché de chaque UGT, les tendances économiques et spécifiques de l'industrie et du marché ainsi que les stratégies corporatives. Une fourchette de taux de croissance est utilisée pour les flux de trésorerie au-delà de cette période de trois ans. Le taux d'actualisation utilisé par la Société est un taux avant impôts dérivés du coût moyen pondéré du capital pertinent à chaque UGT, qui reflète l'évaluation du marché actuel de i) la valeur temporelle de l'argent et ii) du risque spécifique lié aux actifs pour lesquels les estimations des flux de trésorerie futurs n'ont pas été ajustées dans le risque. Le taux de croissance perpétuelle a été déterminé en analysant les marchés spécifiques dans lesquels les UGT participent.

Une charge de dépréciation est comptabilisée au montant de l'excédent de la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT par rapport à sa valeur recouvrable. Lorsque la valeur recouvrable d'une UGT à laquelle un écart d'acquisition a été affecté est inférieure à la valeur comptable de l'UGT, l'écart d'acquisition correspondant est déprécié en premier. Tout excédent de perte de valeur est comptabilisé et attribué aux actifs en proportion de la valeur comptable de chaque actif dans l'UGT.

Une charge de dépréciation comptabilisée au cours de périodes antérieures pour des actifs à long terme ayant des durées d'utilité déterminées et des actifs incorporels ayant une durée d'utilité indéterminée, sauf pour l'écart d'acquisition, peut être renversée dans l'état consolidé des résultats à hauteur de la valeur comptable qui aurait été déterminée si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée au cours des périodes antérieures.

Pour déterminer la valeur diminuée des coûts de la vente, l'appréciation des informations disponibles à la date de l'évaluation se base sur le jugement de la direction et peut impliquer l'utilisation d'estimations et d'hypothèses. En outre, la méthode de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs requiert l'utilisation d'estimations telles que la valeur et le calendrier d'une série de flux de trésorerie futurs, l'estimation des variations anticipées dans les montants et les échelonnements de ces flux de trésorerie, la valeur de l'argent dans le temps représentée par le taux d'intérêt hors risque, ainsi que le prix rattaché à la prise en charge de l'incertitude inhérente à l'actif ou l'UGT.

Par conséquent, l'utilisation du jugement pour déterminer la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT peut influencer sur la perte de valeur de l'actif ou de l'UGT qui doit être comptabilisée, ainsi que le renversement potentiel de la charge de dépréciation dans le futur.

Sur la base des données et des hypothèses utilisées lors des plus récents tests de dépréciation, la Société est d'avis qu'il n'y a actuellement dans ses livres aucun actif à long terme ayant une durée d'utilité déterminée, d'écart d'acquisition et d'actif incorporel ayant une durée d'utilité indéterminée qui pourrait nécessiter un montant élevé de dépréciation de valeur dans un futur rapproché.

Coût et obligation comptabilisés pour les régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite

La Société offre aux employés des régimes de retraite à cotisations définies et des régimes de retraite à prestations définies.

Les obligations de la Société en matière de prestations définies de retraite et avantages complémentaires à la retraite sont évaluées à une valeur actuelle sur la base de plusieurs hypothèses économiques et démographiques, établies avec la collaboration d'actuaire. Les hypothèses clés comprennent le taux d'actualisation, le taux de rendement attendu sur les actifs du régime, l'évolution future des niveaux de salaire, l'âge de départ à la retraite des employés, la croissance du coût des soins de santé et d'autres facteurs actuariels. L'actif des régimes est calculé à la juste valeur et se compose de titres de participation ainsi que de titres à revenu fixe de sociétés et de gouvernements.

Les écarts actuariels sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et inscrits aux bénéfices non répartis. Les écarts actuariels résultent de l'écart entre le rendement réel sur les actifs du régime au cours d'une période et le rendement attendu pendant cette période, et des ajustements sur les passifs liés à l'expérience ou à des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées.

Dans certains cas, la comptabilisation de l'actif net au titre des régimes à prestations définies est limitée à la valeur recouvrable, qui est fondée principalement sur la mesure dans laquelle la Société peut réduire unilatéralement les contributions futures au régime. De plus, un ajustement à l'actif net ou à l'obligation nette au titre des prestations définies peut être comptabilisé pour refléter l'obligation minimale de financement dans certains régimes de retraite de la Société. Les changements dans le plafonnement de l'actif net au titre des régimes à prestations définies ou dans le passif lié à l'obligation minimale de financement sont comptabilisés immédiatement dans les autres éléments du résultat global et inscrits aux bénéfices non répartis.

La Société considère que les hypothèses utilisées sont raisonnables selon l'information présentement disponible. Cependant, des variations à ces hypothèses pourraient avoir une incidence importante sur les coûts et obligations des régimes de retraite et avantages complémentaires à la retraite au cours des prochains exercices.

Provisions

Les provisions sont comptabilisées lorsque a) la Société a une obligation actuelle juridique ou implicite résultant d'un événement passé et qu'il est probable qu'une sortie d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation, et quand b) le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Les frais de rationalisation, qui comprennent principalement des indemnités de départ, sont comptabilisés lorsqu'un plan détaillé de rationalisation existe et qu'une attente valable a été créée chez les personnes concernées à l'effet que le plan sera mis en place tel que prévu.

Les provisions sont révisées à chaque date de bilan et les modifications aux estimations sont reflétées dans l'état consolidé des résultats dans la période où elles sont apportées.

Le montant comptabilisé comme une provision représente la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date du bilan ou pour la transférer à un tiers à cette même date. Le montant de la provision est ajusté lorsque l'effet de la valeur de l'argent dans le temps est significatif.

Aucun montant n'est enregistré pour les obligations dont le dénouement est possible mais improbable, ou pour celles dont le montant ne peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et fiable.

Nouvelles prises de position en matière de comptabilité

À moins d'avis contraire, selon les circonstances et faits actuels, la Société ne s'attend pas à des répercussions importantes à la suite de l'application des normes suivantes.

- i) IFRS 9 – *Instruments financiers* est applicable retrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 9 simplifie l'évaluation et le classement des actifs financiers en réduisant le nombre de catégories d'évaluation et en supprimant les règles complexes axées sur les dérivés incorporés dans l'IAS 39, *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. De plus, la nouvelle norme comprend une option de juste valeur pour la désignation d'un passif financier non dérivé, son classement et son évaluation.

- ii) IFRS 10 – *États financiers consolidés* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 10 a remplacé le SIC 12, *Consolidation – Entités ad hoc*, et une partie de l'IAS 27, *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.

- iii) IFRS 11– *Accords conjoints* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 11 a remplacé l'IAS 31, *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations contractuels, et non sur la forme juridique de l'accord. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

Étant donné que la Société a vendu ses participations dans les coentreprises le 31 mai 2012, l'adoption de cette norme, aura un impact seulement pour l'exercice comparatif, soit pour 2012. L'adoption de la norme aura donc les impacts suivants :

Augmentation (diminution)	2012
Revenus	(4 219) \$
Achats de biens et services	(2 512)
Charges financières	7
Bénéfice avant impôts sur le bénéfice et part du bénéfice dans les entreprises associées	(1 714)
Part de la perte (du bénéfice) dans les coentreprises et dans les entreprises associées	(1 714)

- iv) IFRS 12 – *Informations à fournir sur les participations dans les autres entités* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013 avec adoption anticipée permise.

L'IFRS 12 est une nouvelle norme intégrée relatives aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.

- v) IAS 19R – *Avantages du personnel (y compris les régimes de retraite) (Révisée)* est applicable rétrospectivement pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2013.

Les changements à l'IAS 19 impliquent, entre autres, la comptabilisation de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations constituées et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état des résultats. L'IAS 19 permet de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. L'IAS 19 introduit également une approche de coût net financier qui remplace le rendement prévu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre de prestations définies par une composante unique de coût net d'intérêt calculé en

multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre de prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés devront être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne pourront plus être répartis sur des périodes de service futures.

L'adoption de la norme révisée aura les impacts suivants :

État consolidé des résultats

	2012	
Coûts liés au personnel	1 368	\$
Coût d'intérêt net sur les régimes à prestations déterminées	1 850	
Impôts sur le bénéfice	(866)	
Perte nette attribuable aux actionnaires	(2 352)	\$

État consolidé du résultat global

	2012	
Perte nette	(2 352)	\$
Écart actuariel	4 469	
Impôts différés sur l'écart actuariel	(1 202)	
Résultat global attribuable aux actionnaires	915	\$

Contrôles et procédures de communication de l'information

Conformément au Règlement 52-109 sur *l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs*, l'évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information (« CPCI ») et du contrôle interne à l'égard de l'information financière (« CIIF ») de la Société a été effectuée. En se fondant sur cette évaluation, le Président et Chef de la direction et le Vice-président et Chef de la direction financière ont conclu que les CPCI et le CIIF étaient efficaces à la fin de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2012. Par conséquent, la conception des CPCI fournit une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société, y compris ses filiales consolidées, leur est communiquée par d'autres personnes au sein de ces entités, en particulier pendant la période où les documents annuels sont établis et que l'information qui doit être présentée par la Société dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'elle dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières est enregistrée, traitée, condensée, et présentée dans les délais prescrits par cette législation. De plus, la conception du CIIF fournit une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que ses états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Enfin, aucune modification concernant le CIIF qui aurait eu ou qui est raisonnablement susceptible d'avoir sur ce dernier une incidence importante n'a été identifiée par la direction au cours de la période comptable commençant le 1^{er} octobre 2012 et se terminant le 31 décembre 2012.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter à la section « Risques et incertitudes » du présent rapport de gestion et aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupevta.ca>.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 28 février 2013 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline

expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)

Le 28 février 2013

Tableau 15
Sélection de données financières
Exercices terminés les 31 décembre 2012, 2011 et 2010
(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2012		2011		2010
Exploitation					
Produits d'exploitation	457 366	\$	445 495	\$	448 192 \$
Bénéfice d'exploitation	45 557	\$	50 524	\$	74 877 \$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(4 112)	\$	25 603	\$	37 242 \$
Données par action de base					
Résultat par action de base	(0,17)	\$	1,08	\$	1,57 \$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771		23 771		23 771
Données par action diluée					
Résultat par action diluée	(0,17)	\$	1,08	\$	1,57 \$
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en milliers)	23 771		23 771		23 771

Tableau 16**Sélection de données financières trimestrielles**

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2012			
	31 décembre	30 septembre	30 juin	31 mars
Exploitation				
Produits d'exploitation	127 004	97 171	115 379	117 812
Bénéfice (perte) d'exploitation	20 966	10 684	19 661	(5 754)
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires	9 426	2 127	23 676	(39 341)
Données par action de base				
Résultat par action de base	0,40	0,09	1,00	(1,66)
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
Données par action diluée				
Résultat par action diluée	0,40	0,09	1,00	(1,66)
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
2011				
	31 décembre	30 septembre	30 juin	31 mars
Exploitation				
Produits d'exploitation	131 636	89 214	117 548	107 097
Bénéfice d'exploitation	20 657	2 943	22 364	4 560
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	11 468	8	13 795	332
Données par action de base				
Résultat par action de base	0,48	-	0,58	0,01
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771
Données par action diluée				
Résultat par action diluée	0,48	-	0,58	0,01
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en milliers)	23 771	23 771	23 771	23 771

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est constituée de revenus publicitaires et de services reliés à la publicité. Ces revenus suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires, principalement en télévision. De plus, le quatrième trimestre de l'exercice 2012 a compté treize semaines tandis qu'il en comptait quatorze pour la même période de 2011.
- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur de l'édition,

les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque qui peuvent varier d'un trimestre à l'autre.